

La Chaudière est sortie de son lit

LEVIS (PC) — La rivière Chaudière est sortie de son lit ce matin dans la région de Saint-Joseph de Beauce. Une inondation bloque en effet la route 276 sur une distance d'un peu moins d'un kilomètre, à la sortie du pont de cette municipalité. La Sûreté du Québec a rapporté que la circulation est bloquée entre Saint-Joseph et Saint-Frédéric mais qu'elle se fait normalement entre Saint-Frédéric et Vallée-Jonction.

Magnétoscope de poche sur le marché

TOKYO (AFP) — Le magnétoscope le plus petit et le plus léger du monde sera mis sur le marché le 16 mai prochain par la société japonaise Toshiba. Selon un porte-parole de la société, l'appareil mesure 18,8 x 7,7 x 26,1 cm, pèse 2,5 kg, a une puissance de 4,8 watts et une batterie qui lui donne 120 minutes d'autonomie à l'extérieur. Ce magnétoscope "de poche" coûtera environ \$780 US.

La police interpelle Walesa et des journalistes

VARSOVIE (d'après l'AFP, AP et UPI) — Le chef syndicaliste polonais Lech Walesa a été interpellé, aujourd'hui, par la police alors qu'il se rendait en voiture de Gdansk à Varsovie où avait lieu une cérémonie pour rendre hommage aux 60,000 Juifs qui sont morts au cours du soulèvement de 1943 contre les forces d'occupation nazies.

Des journalistes occidentaux, qui ont assisté à la scène, ont déclaré que la police avait arrêté la voiture du chef de l'ex-syndicat Solidarité, près d'Olsztyn, à 110 kilomètres au sud de Gdansk. Les journalistes qui se trouvaient dans une autre voiture, ont également été interpellés et remis en liberté quelques heures plus tard.

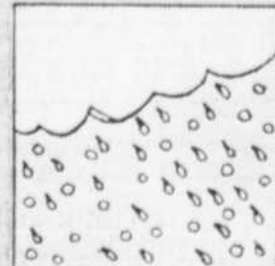
Des témoins ont affirmé qu'un prêtre catholique, le père aumônier des chantiers navals Lénine, Henryk Jankowski, de Gdansk, qui se trouvait dans le même véhicule que Lech Walesa, a aussi été interpellé.

Un porte-parole du ministère de l'Intérieur a refusé de confirmer ou de démentir l'arrestation de Walesa.

Sommaire

Annonces classées

Arts et spectacles	C-6 à C-12
Bandes dessinées	A-8
Bingo Soleil	B-4
Bridge	C-11
Carrières et professions	A-10
Décès	C-13
Feuilleton	C-3
Horoscope	C-11
Information régionale	A-6
Loteries	A-2 et A-5
Monde	C-1 à C-12
Mot mystère	C-6
Mots croisés	C-10
Où aller à Québec	C-3
Page des lecteurs	A-15
Page documentaire	A-13
Patron	C-12
Télévision	C-5



De la neige, du vent, de la pluie, du temps assez frais avec un maximum de 3 et un minimum de moins 3. En un mot, le mauvais temps continue.

détails, page C-6

Communications: Québec fait son autocritique Le développement des industries négligé à cause des querelles Ottawa-Québec

par Ghislaine RHEAULT

Les querelles de juridiction entre Québec et Ottawa dans le domaine des communications ont engouffré des énergies et conduit le Québec à négliger le développement des industries de communications.

C'est l'un des jugements qui se dégage du document de ré-

flexion et de prospective sur les communications au Québec produit par le ministère des Communications et dont LE SOLEIL a obtenu copie.

Ce document intitulé "Un futur simple? Le Québec et les communications", doit être rendu public sous peu par le ministre Jean-François Bertrand et servir d'amorce aux discussions

préparatoires au sommet des communications de l'automne et à l'élaboration d'une politique nationale des communications au Québec.

Le document de quelque 300 pages, offre un panorama détaillé de la situation dans les secteurs de cette industrie: presse, radio, télédiffusion, télé-

lécommunications, informatique. Il dégage les tendances du développement dans ces secteurs et suggère des pistes de réflexion pour le développement d'une politique nationale des communications.

Un budget de \$250,000 a été prévu pour la production de cette étude qui a mis à contribution plusieurs spécialistes des uni-

versités, de l'industrie, des groupes de consultants et des équipes de fonctionnaires des Communications.

Le document contient des éléments "d'autocritique sévère"

Voir page A-2,
COMMUNICATIONS
autre texte, page A-5



Des passants hébétés accourent vers l'une des victimes de l'explosion.

UPI

A l'ambassade US de Beyrouth Voiture piégée: au moins 40 morts

BEYROUTH (d'après l'AFP, Reuter, UPI et AP) — Une explosion d'une extrême violence a dévasté, aujourd'hui, l'ambassade des États-Unis à Beyrouth, faisant une quarantaine de morts et des dizaines de blessés, mais l'ambassadeur, M. Robert Dillon, qui se trouvait à l'intérieur de l'immeuble de sept étages, est indemne, a indiqué la Maison-Blanche.

Un porte-parole de la Maison-Blanche a également précisé que l'envoyé spécial au Proche-Orient du président Ronald Reagan, M. Philip Habib, et son adjoint, M. Morris Draper, qui sont tous deux à Beyrouth, ne se trouvaient pas à l'intérieur de l'ambassade lors de l'attentat.

La radio officielle libanaise, Radio-Liban, a annoncé vingt-cinq morts et quarante blessés. Selon l'hôpital américain de Beyrouth, il y a déjà vingt-quatre tués. Parmi les morts figurent deux des "marines"

américains chargés de la garde de l'ambassade, dont les cadavres, en treillis, ont été observés près du lieu de l'explosion.

Voiture piégée

Selon les indications recueillies sur place, auprès des artificiers, l'explosion a été provoquée par une voiture piégée qui se trouvait à l'intérieur de l'ambassade.

Une organisation mal connue "l'Organisation du Jihad islamique", a revendiqué l'attentat dans un appel téléphonique anonyme. Cette organisation, dont on ignore l'appartenance, avait déjà revendiqué un attentat à la grenade commis, le mois dernier, contre des "marines" de la force multinationale.

L'explosion a surpris le quartier d'Ain Mreisseh, en pleine activité. Des débris de matériaux ont été

Voir A-2, BEYROUTH

Le budget Lalonde aurait de bonnes nouvelles pour le Québec

par Michel CORBEIL

du bureau du Soleil
MATANE — Le budget du ministre fédéral des Finances, M. Marc Lalonde, qui sera présenté demain à Ottawa, pourrait contenir de bonnes nouvelles pour le Québec en ce qui a trait à des projets de relance économique dépassant les \$200 millions.

C'est du moins ce qu'anticipe le président du Conseil du trésor québécois et député de Matane à l'Assemblée nationale, M. Yves Bérubé.

Participant hier à Matane au lancement de la campagne de financement du Parti québécois dans sa circonscription, M. Bérubé a suggéré aux journalistes qu'il s'attend à

Voir page A-2, BUDGET
autres textes,
page A-3

Lyza retrouve sa mère ... devant 700 témoins



Lyza, sa mère adoptive et sa mère quelques minutes après des retrouvailles inattendues, samedi.

par Roger BELLEFEUILLE

Le moment culminant, en émotivité, de la rencontre du mouvement Retrouvailles, samedi, au centre François-Charon, à Québec, est intervenu en toute fin d'après-midi. Les organisateurs auraient voulu planifier une telle tombée de rideau qu'ils n'auraient peut-être pas réussi. L'incident relève plus du roman que de la réalité. Il est pourtant des plus réels et des plus inattendus.

Une fille adoptée et sa mère étaient toutes deux dans la salle, à la recherche l'une de l'autre, sans le savoir.

La fille, c'est Lyza Tremblay, âgée aujourd'hui de 20 ans; c'est depuis l'âge de 18 ans, avec l'aide de ses parents adoptifs, M. et Mme Vital Tremblay, de Beauport, qu'elle a entrepris des démarches.

Elle avait déjà eu recours aux journaux pour faire connaître ses intentions. Elle s'était

Voir page A-2, LYZA

Autres informations
à la page A-4

**cette
semaine**

- Danielle Ouimet et Guy Boucher, conférence de presse pour la soirée Élegance, lundi, 14 heures, mail est.
- Louis de Céspedes, avec sa mère, le vendredi 22, à 19 heures; le samedi 23, à midi 30, mail est.
- Défilé de mode au cabaret Le St-Charles, pour la soirée Élegance, exclusif à Place Laurier, le mercredi 20, à 20h30. Billets en vente: boutiques participantes, Place Laurier.

**Place
Laurier**

**tout le monde
est là!**

COMMUNICATIONS

(Suite de la première page)

sur la menée du dossier des communications. "Si le projet même des communications au sein de la société québécoise est resté plutôt brumeux à part quelques initiatives heureuses, c'est le débat sur l'architecture conflictuelle des pouvoirs entre les deux ordres de gouvernement qui a pris le haut du pavé au cours des dix dernières années. C'est la partie la plus visible, la plus spectaculaire et peut-être aussi la plus stérile du vaste dossier des communications dont l'aspect contentieux a fait les manchettes", peut-on lire dans la version du document avant impression.

Le document suggère que les querelles ont "occulté les vrais enjeux pour la société québécoise. A trop engouffrer d'énergie de ce côté, le Québec a peut-être négligé le développement de ses propres industries de communications".

Cela ne veut pas dire cependant qu'il faut "proposer une trêve, tout abandonner ou refuser d'en parler sous prétexte que les temps ne sont plus aux querelles constitutionnelles", est-il écrit. On s'interroge néanmoins sur "ce qu'il faut faire et comment il faut le faire". Le ministère des Communications manquerait à ses responsabilités même définies de façon minimale, s'il ne s'acharnait pas à défendre dans le cadre du jeu politique et constitutionnel canadien les intérêts québécois en matière de communications.

Le rapport met en évidence le retard mis par le gouvernement à privilégier une approche économique du domaine des communications. Il fait remarquer même que dans le document "Bâtir le Québec", qui énonçait en 1979 une politique économique, "les communications n'apparaissent guère comme un matériau de construction".

Si la vocation économique, culturelle et politique du MCQ a été mise en évidence, la vocation technologique, elle, ne l'était pas... même si le ministère gérait des services aux autres ministères (téléphonie, radio-mobilité, télécommunications spatiales, informatique). "On allait même jusqu'à considérer ces activités comme un volet "travaux publics" greffé à la dimension politique du ministère".

Le document évoque le retard du Québec dans plusieurs secteurs de pointe, et notamment en informatique: "Dans ce domaine, tous les intervenants s'entendent pour dire que les efforts de recherche et de développement au Québec sont inférieurs aux besoins".

On fait remarquer également que la politique d'achat du Québec en biens informatiques adoptée par le Conseil du trésor en 1981 est

marginalement appliquée. Que les lois et règlements ne sont pas en mesure de faire face aux problèmes juridiques nouveaux posés par la généralisation de l'informatique dans la société.

Après avoir passé en revue les actions du MCQ depuis 1969 — notamment la création de Radio-Québec où l'Etat a investi en 10 ans au-delà d'un quart de milliard de dollars —, le document évoque des ajustements et des orientations possibles pour procéder à un double virage, à la fois technologique et économique. "L'avènement de la société d'information met en exergue la portée économique des communications dont on avait antérieurement valorisé la dimension culturelle et sociale. Cela enrichit le discours et il aura fallu sans doute la crise économique pour le constater... Même remarque pour ce qui est de la recherche et développement où l'on a mis peu d'accent ces dernières années...".

Le document suggère les pistes suivantes pour cette "relance":

- Déréglementation graduelle des secteurs autrefois sévèrement contrôlés.

On porte un jugement sévère sur les excès de réglementation. "Ainsi en va-t-il de la réglementation du câble dont certains objectifs sont restés lettre morte, notamment en productions francophones, parce que non accompagnés de mesures incitatives susceptibles de les atteindre. La télédistribution a tellement pris au sérieux son objectif d'ouverture sur le monde qu'elle a transplanté des chaînes américaines entières en sol québécois".

— Concurrence dans les services de communication nouveaux et dans les services plus traditionnels.

— Rationalisation du secteur des télécommunications;

— Appui du développement de nouveaux services en territoire québécois ainsi que des infrastructures et des contenus pour les alimenter;

— Accentuation de la recherche en sol québécois.

Pauvre M. Mulroney

(D'après PC) — Il y a bien des années, sur la Côte-Nord, le père de Brian Mulroney devait avoir deux emplois pour boucler son budget, raconte son fils par le temps qui court, précisant qu'alors le paternel voyait le quart de son revenu s'envoler en taxes. Le candidat conservateur dit qu'aujourd'hui les choses vont si mal que son père devrait donner 75 pour 100 de son revenu à l'impôt. Mais quels postes papa Mulroney pouvait-il avoir pour payer autant d'impôt?

LYZA (Suite de la première page)

aussi prévalait de la rubrique "Retrouvailles — LE SOLEIL" pour faire connaître ses coordonnées.

La mère préfère pour le moment garder l'anonymat, à l'exception de la photo. Elle avait remarqué dans la rubrique "Retrouvailles — LE SOLEIL", l'avis de Lyza, même si elle ne connaissait pas le nom "fictif" de sa fille confiée à l'adoption 20 ans plus tôt. Toutefois, les autres données — lieu, date de naissance, crèche Saint-Vincent-de-Paul — correspondaient. Sa première réaction fut d'entrer en communication avec le centre de services sociaux, une démarche qu'elle s'appropriait à faire au cours de la présente semaine.

Toutefois, samedi, à la rencontre, elle décida de compléter un formulaire du mouvement Retrouvailles.

Une bénévoles sur place qui connaissait Lyza ne fut pas sans remarquer la concordance des données.

LE SOLEIL eut vent de l'affaire. Son représentant connaissait Lyza et ses parents adoptifs pour les avoir rencontrés au brunch de la Fondation Jonathan, à Saint-Georges de Beauce, au début de décembre. Lyza fit part au SOLEIL de son désir de se manifester maintenant, mais on lui avait aussi conseillé d'attendre à lundi et de passer par le centre de services sociaux. Des travailleurs sociaux, sur place, déconseillèrent aussi au SOLEIL d'encourager cette "manifestation" publique immédiate, par crainte d'erreur sur la personne.

Finalement, Lyza, bouleversée, fit le geste qu'elle croyait être le bon, pendant que sa mère adoptive se morfondait littéralement, attendant aussi impatiemment ce jour que sa fille.

Lourd silence dans la salle pendant que Lyza débattait d'une voix ferme ses coordonnées. Le temps s'arrête. Lyza jette un regard circulaire dans la salle. Une dame se lève et c'est presque le délire... Ce n'est pas la grande effusion... Il y a certes des regards qui se croisent, qui se scru-

tent, la recherche d'une certitude, mais qui sait?

Au même moment, une femme en sanglots. Elle explique: "J'ai retracé ma mère mais elle ne veut pas me revoir".

Aujourd'hui

Lyza et sa mère se sont revues hier. De confier au SOLEIL, cette dernière: "Je le sais. Lyza est la fille que j'ai eue, elle est comme je l'avais souhaitée. Je suis heureuse".

Et au lever, hier, après une nuit d'insomnie les premières paroles de Lyza furent: "Ce matin, je puis enfin dire que j'ai retrouvé ma mère, contrairement à tous les autres matins".

Les parents adoptifs, eux, vibrent autant que la mère et la fille à ces retrouvailles.

De confier au SOLEIL, Mme Irène Laroche-Tremblay, générale, s'il en est: "Un enfant ça se donne pas. J'ai gardé les premiers livres d'école de Lyza et toutes ses photos de bébé pour que, le jour où elle retrouverait sa mère, celle-ci puisse ainsi, un tant soit peu, fleurir ses souvenirs".

LA QUOTIDIENNE (tirage de samedi)

1-6-8-6

Numéro Boni: 077659

Informations: 643-8990

LE SOLEIL

SERVICE AUX ABONNÉS (TIRAGE)

647-3333 Lundi au vendredi: 8h30 à 19h30 Samedi: 8h00 à 13h00

REDACTION

647-3394 du lundi au vendredi de 8h à 19h30

647-3233 à partir de 19h30 et en fin de semaine

RENSEIGNEMENTS: 647-3233

LE SOLEIL, fondé en 1896, est imprimé au numéro 390, rue St-Vallier est, Québec, G1K 7J6, par Le Soleil Limitée. "Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1206".

BUDGET (Suite de la première page)

ce que le budget Lalonde offre une réponse aux projets présentés en décembre au fédéral par Québec pour dépenser les quelque \$170 millions provenant d'ententes fédérales-provinciales non réalisées. A ces dossiers s'ajoutent d'autres projets concernant quelques dizaines de millions de dollars.

M. Bérubé a laissé entendre qu'il ne faudrait pas s'étonner de voir Ottawa acquiescer aux demandes pour des motifs de rentabilité politique. "Si M. Lalonde veut sortir un budget électoral, a-t-il expliqué, il lui faudra annoncer des projets et pour qu'il y ait quelque chose qui bougera sur le terrain au moment des élections, il faut une réponse tout de suite".

Selon lui, le ministre Lalonde n'aura d'autre choix que de participer aux projets soumis par le gouvernement québécois. "Si les rumeurs sont vraies, M. Lalonde ne baissera pas son déficit et il mettra l'accent sur la création d'emplois et

la relance économique. Et des projets moteurs de développement, particulièrement dans l'Est du Québec, il va en chercher!"

M. Bérubé a signalé que plusieurs projets concernent l'Est du Québec. Pour le moment, M. Bérubé tait la nature des projets, mais il a invité les journalistes à le contacter le lendemain du dépôt du budget fédéral pour connaître la liste de tous les projets soumis.

Pour ce qui est de la réponse d'Ottawa à la demande de subventions pour implanter une papeterie à Matane, il s'est montré très confiant et il a laissé entrevoir l'espoir que le budget de M. Lalonde amène des éléments de réponse. "Le fédéral nous a dit que c'est un dossier prioritaire et qu'il transmettra la réponse rapidement, tout en disant "ne nous la demandez pas tout de suite", a avancé M. Bérubé. Après le dépôt du budget, nous pourrions porter un meilleur jugement".

BEYROUTH (Suite de la première page)

projetés sur plusieurs centaines de mètres, blessant des passants, tandis qu'une épaisse fumée noire envahissait la ville.

Le correspondant de l'AFP qui est arrivé sur place quelques minutes après l'explosion, a observé que le rez-de-chaussée de l'immeuble était partiellement en feu. L'entrée du bâtiment a été soufflée, provoquant, à cet endroit, un effondrement sur toute la hauteur de l'édifice. Plusieurs voitures brûlaient devant la Mission américaine située sur le Front de Mer, dans les quartiers ouest de Beyrouth.

Des passants hébétés fuyaient encore le lieu de l'explosion lorsque les premières ambulances et les voitures de pompiers arrivaient devant l'ambassade.

L'armée libanaise ainsi que les soldats français de la force multinationale ont rapidement interdit le quartier à la circulation, ouvrant seulement la voie aux ambulances qui se succédaient, sirènes hurlantes.

L'explosion a particulièrement dévasté la façade orientale du bâtiment qui donne de plain-pied sur le boulevard du Front de Mer. La

section des visas se trouve dans cette partie et, de sources policières libanaises, on indique que trois libanais figurent parmi les morts.

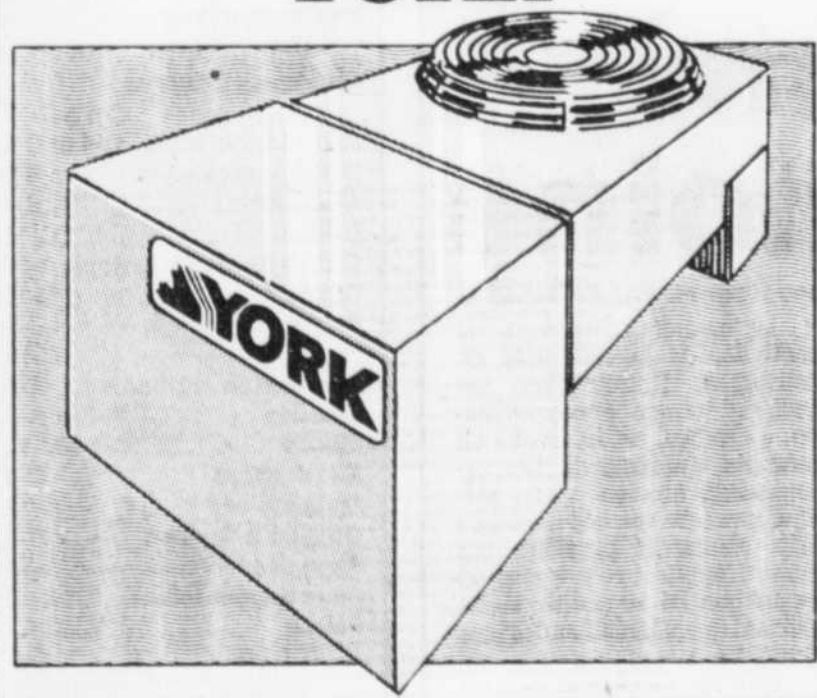
Plusieurs policiers libanais qui assuraient la garde de l'ambassade ont, d'autre part, été grièvement blessés. L'identification des victimes est d'autant plus difficile que des corps ont été dénichés par l'explosion.

Il y a près d'un an, le 24 mai 1982, un attentat avait été commis d'une façon semblable contre l'ambassade de France à Beyrouth. La voiture d'une employée de l'ambassade avait été piégée et avait explosé au moment où elle pénétrait dans l'enceinte de la Mission française, tuant onze personnes et en blessant vingt-deux.

Hier soir, un "marine" américain de la force multinationale, avait essuyé des tirs d'armes légères près de l'aéroport international de Beyrouth.

Peu avant, un attentat avait été dirigé contre un poste français de la force multinationale, dans le camp de réfugiés palestiniens de Chatila, au sud de Beyrouth. Ces attentats n'avaient pas fait de victimes.

CHOISISSEZ UNE THERMOPOMPE YORK



ET CHOISISSEZ UNE PRIME

Achetez n'importe quel modèle de thermopompe YORK avant le 31 mai et vous recevrez

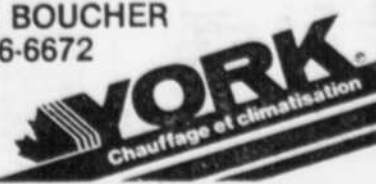
un thermostat YORK micro-électronique, économisant le combustible — permettant de gagner jusqu'à 31% sur vos factures de chauffage (Valeur au détail de la prime — \$350.)

Les utilisateurs de mazout peuvent bénéficier de \$800 de plus grâce à la subvention du gouvernement fédéral du programme de remplacement du pétrole. Hydro-Québec offre \$650 de plus pour les conversions en supplément.

D'EXCELLENTS CHOIX OFFERTS MAINTENANT PAR VOTRE DÉPOSITAIRE YORK

C.F. VENTILATION 849-2838 LORTIE BOUCHER 626-6672

MARCEL LAMBERT INC. 833-5653



CENTRES GO GOOD YEAR

OUVERT TOUTE LA JOURNÉE SAMEDI POUR VOUS SERVIR

RADIAUX CEINTURÉS D'ACIER À RABAIS

6 JOURS SEULEMENT

ÉCONOMISEZ PNEUS À PLIS EN BIAIS CRUISER 39⁹⁵\$ A18/13 bande blanche 45⁹⁵\$ A17/13 bande blanche

VENTE DE TOUS LES PNEUS À PLIS EN BIAIS EN STOCK POUR CAMIONS LÉGERS ET VÉHICULES DE RÉCRÉATION

RADIAL CUSTOM POLYSTEEL BANDE BLANCHE

74⁵⁰\$ P195/75R14

87³⁰\$ P205/75R15

95⁰⁰\$ P225/75R15

69⁹⁵\$ P185/80R13

83⁵⁰\$ P205/75R14

88⁶⁵\$ P215/75R15

99⁹⁵\$ P235/75R15

PNEUS À PLIS EN BIAIS À RABAIS 53⁰⁰\$ POLYSTREAK F78-14 bande blanche

ARRIVÉ POUR VOITURES IMPORTÉES OFFERTS À BAS PRIX COURANTS

P155/80R12	59 ⁹⁵ \$
P155/80R13	59 ⁹⁵ \$
P165/80R13	63 ⁹⁵ \$
P175/80R13	66 ⁹⁵ \$
P185/80R13	69 ⁹⁵ \$
P185/75R14	72 ⁹⁵ \$

LA VENTE PREND FIN LE 23 AVRIL POSE COMPRIS

HUILE, FILTRE ET LUBRIFICATION

Nous posons un filtre à huile FRAM neuf, versons jusqu'à 5 litres d'huile à moteur QUAKER STATE 10W30 dans le moteur et faisons une lubrification complète du châssis avec Quaker State. Nous faisons l'entretien de la plupart des camions légers et des voitures nord-américaines et importées.

13⁹⁵\$

ÉQUILIBRAGE À VIE DES ROUES

L'acheteur original est assuré d'un bon équilibrage pendant toute la durée du pneu équilibré, aussi longtemps que le pneu n'est pas séparé de la roue! (Supplément pour roues custom ou enveloppes)

7⁰⁰\$ CHACUNE

CENTRES GO GOOD YEAR

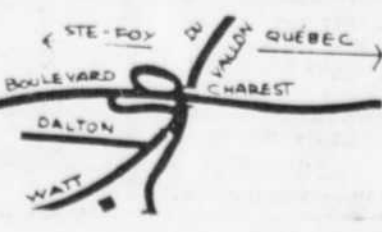
Soyez prudent — téléphonez pour prendre rendez-vous

1220, boul. Charest ouest 681-4646 Bernard Charron, gérant

3115, boul. Hochelaga, Ste-Foy 653-0841 Richard Maisonneuve, gérant

2335, rue Watt, Ste-Foy 651-6331 André Rousseau, gérant

Lundi au vendredi: 7h30 à 17h30 — Samedi: 8h à 12h.



Dans tous les ministères fédéraux

Dépenses révisées à la baisse

OTTAWA (CP, PC, UPC) — Tous les ministères fédéraux ont été invités à réduire leurs dépenses pour faciliter la mise en oeuvre des

mesures de stimulation de l'économie qui seront présentées demain, dans le budget du ministre des Finances Marc Lalonde.

Le Conseil du trésor a en effet demandé à tous les ministères de modifier à la baisse leurs projets de dépenses pour 1983-1984, annoncés

en février et qui totalisent \$88.9 milliards. Les éventuelles économies feront l'objet d'une campagne pu-

blicitaire visant à créer un climat favorable à un redressement économique, ont indiqué hier des sources gouvernementales.

Dans son budget, M. Lalonde doit annoncer des mesures directes de création d'emplois, même s'il a déjà dit qu'il incombera surtout au secteur privé de combattre le chômage.

Entrevue avec le ministre Lalonde

Jamais un budget fédéral n'a fait l'objet d'autant de consultations

"Non. Ni rose, ni oeillet à ma boutonnière. Ce que je veux, c'est la sobriété."



richard daignault
à Ottawa

Marc Lalonde lance la remarque au cours d'un entretien avec le journaliste du SOLEIL au moment où il se prépare au plus important événement de sa carrière politique: la présentation de son premier budget, demain soir, au Parlement.

Beaucoup de Canadiens seront à l'écoute: les chômeurs qui veulent des emplois, les investisseurs qui se demandent si l'économie va redémarrer et les consommateurs qui s'interrogent sur l'avenir.

Après la catastrophe du budget MacEachen, le public s'attend à mieux. S'attend-il à trop? Lalonde, qui aime les complets bruns, portera un complet bleu foncé demain.

La tradition parlementaire veut qu'un ministre des Finances porte des chaussures neuves pour lire son discours du budget.

"Oui, je porterai des chaussures neuves, de couleur noire", répond Lalonde. Et quels pieds chausseront-elles? Pointure 12!

"Mais la cravate, elle, sera rouge?"

"Ah oui! C'est obligatoire ça!", dit-il en riant.

Il aurait été étonnant que les couleurs du Parti libéral ne pa-



Le ministre Lalonde a multiplié les réunions de consultation avant de rédiger son discours du budget. Dès le mois d'octobre dernier, il rencontrait ces hommes d'affaires venus lui faire des suggestions sur la fiscalité fédérale.

raissent nulle part par une occasion aussi solennelle.

Jamais, dit Lalonde, un budget n'a été préparé aussi minutieusement, sur l'avis d'autant de gens.

Des mois de consultations

"Depuis décembre dernier, sûrement, ça veut dire entre quatre et cinq mois, j'ai fait de la consultation

à gauche et à droite."

"C'est le processus le plus élaboré qu'il y a jamais eu à propos d'un budget au Canada."

"Et le gros du travail? Ça été le dernier mois, avec mes collègues, avec mes fonctionnaires."

Mais la semaine la plus lourde fut la semaine dernière. Mercredi dernier, Lalonde en était à sa troisième révision. Jeudi, il revoyait

encore le texte et vendredi, Lalonde faisait les dernières retouches avant d'autoriser l'impression du texte définitif.

En fin de semaine, Lalonde a passé des heures à relire les textes et les annexes, les tableaux, les analyses...

"Ça fait un gros paquet, il faut que je me familiarise avec tout ça", dit-il.

Aujourd'hui, Lalonde ne pré-

voit aucune activité spéciale. Il assistera à la période des questions aux Communes.

Emploi du temps

Demain, il se lèvera à 7h, comme d'habitude, mangera un demi-pain de mie et deux tranches de pain grillé, arrosé d'un café blanc d'une goutte de lait, sans sucre. Comme toujours.

A 8h, ce sera la rencontre avec le caucus des députés libéraux du Québec jusqu'à 9h30. Il passera ensuite à son bureau avant de se joindre aux ministres, membres du comité des priorités et des plans à 10h. Cette importante séance, présidée par le premier ministre Pierre Trudeau, se continuera jusqu'à midi trente.

C'est alors que débutera la réunion plénière du cabinet des ministres.

"Là, j'informerai mes collègues des dernières dispositions du budget", explique Lalonde.

A 14h, au lieu de prendre part à la période des questions, il se dirigera vers son bureau "pour mettre une dernière touche à mon texte et me reposer un peu".

"Voulez-vous dire dormir?", demandai-je.

"Non, je ne dors jamais le jour", dit Lalonde.

Le moment "le plus agréable de la journée" sera l'heure du dîner.

"Ma femme et mes enfants viendront se joindre à moi et nous dînerons ensemble, dit Lalonde, et à 20h, ce sera le moment du discours."

Invité à démissionner

Plutôt que de présenter un nouveau budget, le ministre Lalonde et le gouvernement libéral tout entier seraient mieux avisés de remettre leur démission a, par ailleurs, déclaré hier l'aspirant à la direction du Parti conservateur, Joe Clark.

M. Clark a donné ce "conseil" aux libéraux dans un discours devant 700 militants conservateurs à Montréal.

Expliquant que son geste n'avait aucun caractère facétieux, M. Clark a prédit que les capitaux étrangers ne seraient pas investis au Canada tant que les libéraux seraient au pouvoir.

M. Clark a dit que, s'il avait la tâche de présenter un budget, il axerait ses efforts dans quatre domaines particuliers. Il renoncerait à appliquer la politique énergétique nationale, il rétablirait la plupart des encouragements fiscaux éliminés par le dernier budget de M. Allan MacEachen, il transformerait l'Agence de contrôle des investissements étrangers et proposerait un programme de travaux publics établi en collaboration avec les gouvernements provinciaux et municipaux.

Pour sa part, le grand rival de M. Clark, M. Brian Mulroney, a affirmé, samedi, dans une entrevue qu'une hausse de la productivité pouvait seule permettre une "amélioration dramatique" de l'économie.

Selon lui, le patronat et les gouvernements doivent persuader les syndicats que de véritables hausses de salaires doivent correspondre à des augmentations de la productivité des travailleurs.

Le contenu du budget

Le ministre Lalonde a déjà annoncé que le déficit pourrait être d'environ \$30 milliards, ce qui a porté les milieux financiers à conclure que le budget pourrait contenir des nouveaux programmes impliquant des mises de fonds de \$2 milliards à \$4 milliards.

Le monde des affaires s'attend à ce que M. Lalonde fasse connaître les détails d'un projet d'investissements pour particuliers, selon lequel les détenteurs d'actions d'une entreprise ne paieraient de l'impôt sur leurs investissements nouveaux que si leurs profits excédaient le taux d'inflation.

On ne s'attend pas à des changements majeurs de l'impôt sur le revenu des particuliers mais certaines déductions pourraient être augmentées pour favoriser les parents de jeunes enfants. Ainsi, le Toronto Star a révélé en fin de semaine que la déduction de \$1,000 par enfant pour les frais entraînés pour la garde de leurs enfants serait portée à \$2,000 par enfant.

Le gouvernement aurait rejeté la proposition controversée d'éliminer la déduction accordée aux femmes qui demeurent au foyer.

La subvention de \$3,000 accordée dans le cas de certaines unités de logement neuves serait maintenue pour une certaine période de temps.

Victoire de la politique sur le théâtre

par Richard DAIGNAULT

Au terme de ses études collégiales, Marc Lalonde ne savait pas s'il choisirait la prétrise, les sciences politiques ou le théâtre.

Au collège Saint-Laurent, près de Montréal, en plus de connaître des succès fort impressionnants, Lalonde se passionnait pour le théâtre et, sous la direction du père Paul Leduc de la Congrégation des pères de Sainte-Croix, était devenu une vedette de la troupe du collège.

"D'ailleurs, dit-il, au cours d'un entretien avec le journaliste du SOLEIL, il y en a qui disent que je n'ai jamais cessé de jouer". (Rires!)

En fin de compte, cependant, c'est la politique qui l'appellera et qui le passionnera.

Mais le chemin qui l'a conduit là est complexe. Si Lalonde a finalement choisi de faire son droit, de devenir avocat, c'était sur les conseils de Pierre Trudeau, que Lalonde ne connaissait pas du tout à

l'époque.

Pourquoi était-il allé voir Trudeau? Après son collège, Lalonde s'était profondément engagé dans l'action catholique. Pendant deux ans, il avait oeuvré à la permanence de la Jeunesse étudiante catholique à Montréal (salaire \$15 par semaine, logé). C'est Gérard Pelletier, chef de file de l'action catholique ouvrière, qui l'envoie consulter son ami Pierre Trudeau. Etudiant brillant, Lalonde obtient non seulement sa licence en droit mais décroche aussi sa maîtrise à l'université de Montréal, ce qui lui permettra plus tard d'enseigner le droit. Pourquoi Lalonde est-il devenu libéral? Parce qu'il était anti duplessiste. C'était la mode du temps, chez les jeunes, dans les années 1950.

Comment s'est-il faufilé dans le monde de la politique?

Conseiller d'un conservateur

Curieusement, dans un premier temps, Lalonde obtient un premier poste à Ottawa sous le régime conservateur du premier ministre John Diefenbaker.

C'est le ministre de la Justice

du temps, David Fulton, qui lui offre une position. Lalonde avertit Fulton: je ne suis pas un bleu et, si vous consultez Duplessis, il vous dira de m'éconduire.

"Ce n'est pas Duplessis qui emploie ici, c'est moi", avait répliqué Fulton.

Au même moment, Fulton engage un autre jeune conseiller: Michael Pitfield, celui-là même qui sera le bras droit de Trudeau au Conseil privé, un jour. C'est là, dans l'antichambre d'un ministre "tory" que ces deux futures vedettes du gouvernement libéral font connaissance pour la première fois. Étrange destinée.

Mais qui dit fonctionnaire ne dit pas homme politique. Quelle flamme alluma la mèche qui lança Lalonde dans la politique active?

Lalonde répond: "Le nationalisme excessif du gouvernement de Jean Lesage, après l'élection de 1962, la victoire du "Maîtres chez nous".

Il se lance en politique

Lalonde se demande s'il est seul à trouver que la situation se gâte au Québec. Il rencontre des amis qui sont aussi des amis de Trudeau et après un an de discussions, de rencontres, un groupe d'intellectuels publie dans Cité libre un document: "Manifeste pour une politique fonctionnelle".

Lalonde s'était impliqué personnellement pour faire la campagne libérale provinciale de 1962. Par la suite, il travaillera pour le premier ministre libéral, Lester Pearson, et lorsque Trudeau devient à son tour chef libéral canadien en 1968, Trudeau le choisit pour être son adjoint. Les deux hommes deviennent pour ainsi dire étroitement liés. En 1972, Lalonde est élu à la Chambre des communes pour la première fois. Trudeau lui confie de grands ministères: Santé, Énergie, Finances.

Lalonde, cela surprendra peut-être, est fils de cultivateur. Il en est très fier. Il habite la maison paternelle avec sa famille (son père et sa mère sont décédés depuis quelques années). Le bâtiment, situé sur le domaine familial dans l'île Perrot, fut construit en 1734.

L'instinct politique coulait peut-être déjà dans les veines du jeune Lalonde. Son père fut maire de l'île pendant 25 ans, et préfet de comté. L'Union nationale, qu'il appuyait vivement, lui offrit la candidature dans Vaudreuil-Soulanges. Il refusa. Lalonde est demeuré très attaché à la mémoire de son père, de souche normande, et, chaque printemps, il fait le grand jardin paternel en arrière de la maison.

"C'est très grand, ça produit pour nourrir la moitié de l'île mais je réussis à le faire avec l'aide de ma femme et de mes enfants. Je tiens à ça".

PHILIPPE MARQUIS
technicien dentaire
De retour à la même adresse
1203, 4e Avenue, Québec
524-9977

PHARMACIES

1. Une pharmacie conventionnelle et clinique. Chiffre d'affaires 3/4 million. Profit net supérieur. Banque de Québec.
2. Pharmacie conventionnelle de centre d'achat. Investissement à prix réduit. Bon chiffre d'affaires et bon potentiel. Beauce.

HOULE LEPINE & ASS.
Conseillers en administration
681-0531



NOUS LIVRONS SEL POUR ADOUCISSEUR MANUEL - AUTOMATIQUE
Sol approprié pour assurer l'efficacité maximale de l'adoucisseur.
Culligan
SERVICE D'EAU DOUCE INC.
330, Fortin, Ville Vanier
681-4605
Équipement pour eau potable

LE CONDOMINIUM
MÉRICI
Encore quelques condos de 1, 2 ou 3 chambres, de 1,000 à 2,100 pi. car. Subvention fédérale de 3 000\$
Abri fiscal MURB
7, Jardins Méridi, suite 106
688-1630

APPARTEMENT CONDO à vendre
63, d'Auteuil, Québec
"Le Prestige du Vieux-Québec"
CONDO
1,225 pi. ca.
LIBRE IMMÉDIATEMENT
Avec foyer, deux étages avec terrasse et cour intérieure
Pour Informations: 694-0844 (jour)
849-2129 (soir et fin de semaine)

CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY
5000, rue Saint-Félix, Cap-Rouge (418) 872-8041

ADMISSION
PLACES ENCORE DISPONIBLES DANS LES PROGRAMMES SUIVANTS:
POUR INFORMATION:

COLLEGIAT PROFESSIONNEL
— Garderie d'enfants — Arts plastiques
— Evaluation foncière

COLLEGIAT GENERAL
— Sc. pures & Santé — Sc. hum. & Lettres
— SECONDAIRE V (avec option en informatique)

SERVICE DE L'ADMISSION (418) 872-8041

1 AN, DÉJÀ VOUS SEREZ SUR "PRIX"...

CLINIQUE DU VERRE DE CONTACT BARABÉ
(sur rendez-vous)
659-5577
Sainte-Foy
1073, route de l'Eglise

OFFRE VALIDE JUSQU'AU 22 AVRIL

Rencontre à Québec du mouvement Retrouvailles

Représentants du CSS et de l'Etat chahutés

Pour \$10,
voyez les colliers
que vous pouvez acheter
chez Birks!

A. \$10.
B. \$10.
C. \$10.
D. \$10.

A. Une collection de
tours de cou en torsades
de petites perles joliment
lustrées. Blanc, bleu,
rose, lilas, miel.

B. Colliers de 30" en
verroterie. Blanc ponctué
de blanc laiteux, rouge
ponctué de blanc, marine
ponctué de blanc.

C. Colliers de 30" en paillettes
soulignées de perles. Tout blanc, blanc
avec perles noires, blanc avec perles
de couleurs variées.

D. Chaînes de 30" entrecoupées de
perles en verre: blanc, rouge et blanc,
marine et blanc.

**ET DES BOUCLES
D'OREILLES**
assorties à B, C et D. \$10 la paire

692-3822
BIRKS
JOAILLIERS

par Roger
BELLEFEUILLE

L'atmosphère
était surchauffée, samedi,
au centre François-
Charon, à l'occasion
d'une rencontre ré-
gionale du mouvement
Retrouvailles. Une
rencontre régionale
qui a attiré plus de 700
personnes, alors qu'en-
viron 400 étaient at-
tendues. Des femmes,
des hommes, des en-
fants, venus de Québec
et d'autour, mais aussi
de Montréal, du Sa-
guenay-Lac-Saint-Jea-
n, du Bas-du-Fleuve,
de la Mauricie.

Une rencontre
chargée à bloc d'é-

motivité et d'a-
gressivité. Comme si
des sentiments de frus-
tration, de colère,
d'humiliation, en-
tremaillés d'espoirs sou-
vent déçus, d'attentes
vaines, avaient trouvé
là un exutoire collectif
et spontané.

Des propos aigres,
des commentaires aci-
dulés, du scepticisme,
des huées ont ponctué
des interventions, entre
autres invités, de Mme
Lizette Gervais, coor-
donnatrice du Se-
crétariat à l'adoption
qui relève du ministère
des Affaires sociales et
de M. Jean Rousseau,
directeur général du

centre de services so-
ciaux de Québec.

Des participants
ont tenu rigueur à
Mme Gervais d'avoir
accordé la priorité
d'action à l'adoption
internationale pour
faire passer au second
plan celui des re-
trouvailles. Un adopté
a qualifié les propos de
Mme Gervais de dis-
cours de fonctionnaire,
parce qu'elle a l'in-
tention de faire pro-
céder à une évaluation
de tous les dossiers
d'adoption avant que
de procéder à l'é-
laboration d'une po-
litique à cet égard et
de faire des recom-
mandations au mi-
nistre des Affaires so-
ciales.

M. Rousseau s'est
attiré des "bravos" en
se disant convaincu
que des adultes peu-
vent mener à bien, d'u-
ne façon positive, une
démarche de re-
trouvailles, sans être
pour autant des pro-
fessionnels.

Toutefois, le di-
recteur du CSSQ, a fait
grimper d'un bon cran
l'agressivité déjà ma-
nifeste, en tentant de
faire valoir que des
gens doivent accepter
de reporter à plus tard
la réalisation de leurs
projets. Pour des mè-

res et des adoptés(es)
qui attendent depuis
10, 15, 20, 30 ans, c'était
beaucoup trop de ma-
nifester en terme de
patience et de comp-
lissance.

Plus tard, au cours
d'une période de ques-
tions, M. Rousseau
provoquait une salve
nourrie d'ap-
plaudissements en an-
nonçant, comme pour

atténuer le res-
sentiment évident de
l'auditoire envers cet
organisme, que l'abbé
Paré avait été retiré du
dossier des re-
trouvailles. Ce dernier,
au cours du dossier de
l'adoption dans la ré-
gion de Québec depuis
25 ans, était ainsi sym-
boliquement liquidé
pour refaire l'image de
cet établissement sou-

vent taxé de légalisme
et de conservatisme en
matière d'adoption. Le
CSSQ manifeste main-
tenant une volonté
d'ouverture plus gran-
de à cet égard.

Pas des bâtards

Pour sa part, la
présidente provinciale
du mouvement Re-
trouvailles, Mme Reine
Landry a invité l'au-
ditoire à faire pression
sur leurs députés
concernant le projet
de loi 106 sur des mo-
difications au code ci-
vil, chapitre de la per-
sonne. Ce projet de loi
est présentement à l'é-
tude en commission
parlementaire.

Ce projet de loi re-
connait pour tout ci-
toyen l'accès à son
état civil, sauf pour les
personnes adoptées
(article 306). Cet ar-
ticle se lit ainsi: "Lors-
qu'un acte a été rem-
placé, seules les per-
sonnes mentionnées à
l'acte peuvent obtenir
copie de l'acte primitif.
En cas d'adoption ce-
pendant, il n'est jamais
délivré copie de l'acte
primitif, à moins que le
tribunal ne l'autorise".

Pour Mme Lan-
dry, elle-même à la re-
cherche d'un enfant, il
s'agit là de pure dis-
crimination, puisque
les enfants adoptés, ne
sont pas des "bâtards
sans nom et sans ra-
cine".

Enfin, Mme Mo-
nique Lauzon, l'une
des responsables du
mouvement pour la ré-
gion de Québec, a si-
gnalé le peu de sym-
patie que soulève ap-
paremment cette cau-
se chez Mme Pauline
Marois, ministre dé-
léguée à la Condition
féminine.

Mme Lauzon-Bar-
on a relaté une ren-
contre avec Mme Ma-
rois en date du 28 fé-
vrier. Celle-ci aurait
alors fait connaître son
"étonnement" que ce
mouvement ne soit pas
satisfait des nouvelles
dispositions du code
civil touchant l'ad-
option. Mme Marois
aurait en outre décliné
l'invitation de par-
ticiper à la rencontre
de samedi. Elle en fut
quitte, même absente,
pour une nouvelle va-
ghe de huées.



Plusieurs participants à la rencontre s'étaient
munis de pancartes dont les messages étaient
très clairs.

DIAMANT & ASSOCIÉS
EVALUATEURS-CONSEILS
— CONTESTATION D'ÉVALUATION MUNICIPALE
EVALUATION POUR:
• gain de capital • hypothèque
• assurances • expropriation
• achat, vente, etc.
SAINT-FOY
653-6688
1001, route de l'Eglise, # 555
Tél: 051-31640

CAMP OUAREAU
dans les Laurentides
100 filles 7 - 15 ans
campes: personnel 3/1
PROGRAMME BILINGUE
en août
— 50% anglais, 50% français
— 2 jours d'activités en français
— 2 jours d'activités en anglais
62e année

SOIRÉE D'INFORMATION
Quality Inn, 3115, boul. Laurier, Ste-Foy
LE JEUDI 21 AVRIL, 19h30
Pour brochure illustrée: M. J.R. Allen
29, Summer, Lennoxville, Qué.
J1M 1G4 (819) 562-9641 (nous acceptons les frais)

Le docteur
Fernand Bellemare
m.d.
ophtalmologiste
exerce sa profession
à nul autre endroit
à Québec.
320, rue St-Joseph est
Complexe Bibliothèque de Québec
Place Jacques-Cartier
529-9411

PRÊTS HYPOTHÉCAIRES

13 1/4%

DURÉE DE 5 ANS

**RENSEIGNEZ-VOUS
AU SUJET DE
NOTRE GARANTIE
DE 30 JOURS
SUR LES TAUX
HYPOTHÉCAIRES.**

Avez-vous remarqué les taux hypothécaires du Trust Royal? Lorsque les taux sont à la baisse, nous désirons être les premiers à effectuer des changements. Quelles que soient les tendances des taux d'intérêt, vous êtes protégés par notre garantie de 30 jours sur les taux hypothécaires. Au Trust Royal, ça ne traîne pas! Que ce soit pour un nouveau prêt hypothécaire, un renouvellement ou un virement au Trust Royal de votre prêt hypothécaire actuel. Communiquez avec nous dès maintenant.

Trust Royal

- 1120, CHEMIN ST-LOUIS, SILLERY 681-7241
- CENTRE D'ACHATS PLACE LAURIER, STE-FOY 658-1013
- 1874, D'ESTIMAUVILLE, QUÉBEC 667-7318

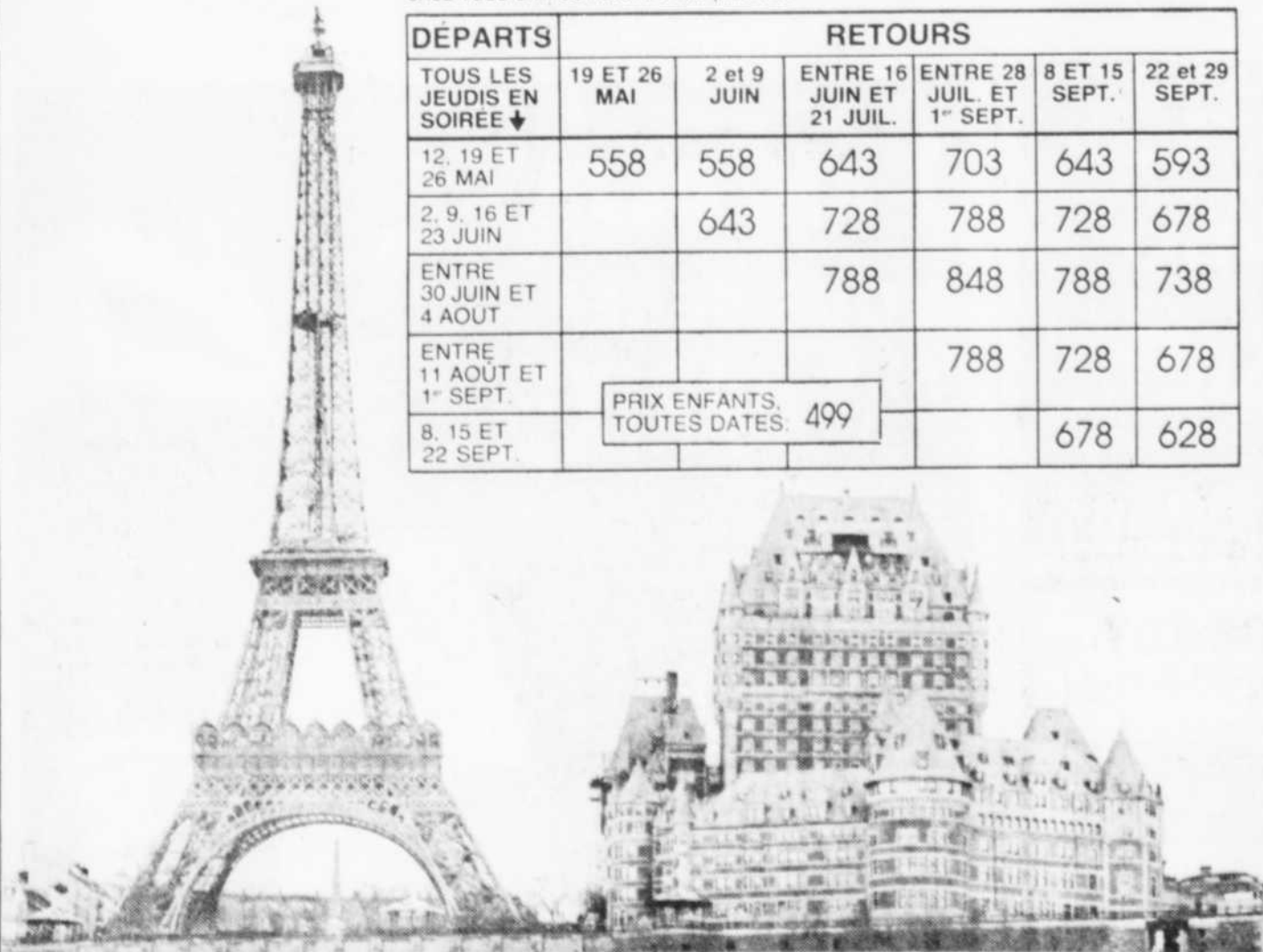
*L'intérêt est calculé sur une base semi-annuelle, et non d'année. Sous réserve de confirmation.

Avec Wardair/Inter-Agences, Québec et l'Europe n'ont jamais été aussi proches!

Grâce à la liaison WARDAIR INTER-AGENCES, l'Europe est proche de Québec comme jamais. Non seulement WARDAIR est-il le seul transporteur aérien qui offre le vol direct Québec-Paris-Québec, mais ses tarifs — à compter de 558 \$ — sont les plus bas que vous pouvez trouver. Et vous les trouverez ici même, à Québec, auprès d'une des agences affiliées au Groupe Inter-Agences.

Inutile de chercher ailleurs. Trouvez plutôt le bureau Inter-Agences le plus près de chez vous afin de réserver au plus tôt.

DÉPARTS	RETOURS					
TOUS LES JEUDIS EN SOIRÉE ↓	19 ET 26 MAI	2 ET 9 JUIN	ENTRE 16 JUIN ET 21 JUIL.	ENTRE 28 JUIL. ET 1 ^{er} SEPT.	8 ET 15 SEPT.	22 ET 29 SEPT.
12, 19 ET 26 MAI	558	558	643	703	643	593
2, 9, 16 ET 23 JUIN		643	728	788	728	678
ENTRE 30 JUIN ET 4 AOÛT			788	848	788	738
ENTRE 11 AOÛT ET 1 ^{er} SEPT.				788	728	678
8, 15 ET 22 SEPT.					678	628
	PRIX ENFANTS, TOUTES DATES. 499					



WARDAIR/INTER-AGENCES...la bonne liaison pour l'Europe

VOYAGES FRONTENAC
PLACE LAURIER
GALERIES DE LA CANARDIÈRE
GALERIES DE LA CAPITALE
PLACE JACQUES-CARTIER
PLACE DONEUIL, DONNACONA
RIMOUSKI
ST-FRÉDÉRIC, BEAUCÉ
VOYAGES MORDRET
900, PLACE D'YOUVILLE

651-9610
667-7051
627-5955
529-2547
285-1220
722-4522
426-3118
692-4500

VOYAGE 2000
LA MAISON DU VOYAGE, 1^{ère} AV.
CARREFOUR ST-GEORGES, BEAUCÉ
RTE DE L'ÉGLISE, STE-FOY

628-2020
228-7070
653-7264

INTER-AGENCES
DÉTENTEURS D'UN PERMIS DU QUÉBEC

solde fabuleux de montres ..

SEIKO
chez **BIRKS**
30% DE RABAIS
nos prix courants

Oui, 30% de rabais
sur toutes les montres Seiko
dans tous les magasins Birks!

Il ne s'agit pas d'une simple petite
sélection de montres. Non. Notre
stock entier de montres Seiko est
en solde, les modèles à quartz
comme les modèles mécaniques,
tant pour hommes que pour dames.
Un choix extrêmement intéressant!

La réputation de Birks pour
son honnêteté dans le commerce de
l'horlogerie remonte à plus d'un
siècle. Quant à notre service, il est

professionnel et à la grandeur du pays.
De plus, chaque montre porte une
garantie aussi sérieuse que notre nom.

Nous restons toujours
intéressés au bon fonctionnement
de votre montre, même plusieurs
années après son achat. N'est-ce
pas une bonne raison pour acheter
votre montre chez Birks? Ou
encore d'en offrir une dans une
boîte bleue de Birks?

POUR UNE PÉRIODE DE TEMPS LIMITÉE SEULEMENT

692-3822
BIRKS
JOAILLIERS

Communications: bisbille en vue au gouvernement

par Ghislaine RHEAULT

On peut s'attendre à ce que le développement technologique donne lieu à quelques "chicanes de famille" au sein du gouvernement.

Dans le document de réflexion préparatoire au sommet des communications dont LE SOLEIL a obtenu copie, le ministère des Communications s'affirme comme le "fer de lance" du développement en technologie des communications.

Le ministère des Communications "est-il le mieux placé de tous les ministères québécois pour aborder l'informatisation de la société? Il ne s'agit pas de se livrer à un stérile "jeu de tirage de couverture" sur les compétences des organismes. Il demeure que l'expertise de base qui permet de passer à la télématique, à la bureautique, à la privatisée et à tous les nouveaux services qui fleurissent sur les nouvelles technologies, c'est précisément l'expertise du MCQ", peut-on lire dans ce rapport.

On sait que le ministre délégué à la Science et à la Technologie, M. Gilbert Paquette, a été chargé de constituer une table de concertation sur l'informatique. Il est responsable du dossier de la télématique et préside un comité interministériel pour évaluer les impacts de l'introduction des nouvelles technologies dans le milieu du travail.

Le document du ministère des Communications reconnaît le rôle de "chef d'orchestre" confié au ministre Paquette mais s'affiche en même temps comme le "fer de lance" qui par son expertise peut amener la définition des grandes orientations en informatique et télématique.

Il se définit également comme l'interlocuteur privilégié et le canal des industries de communications vers tous les ministères et organismes du gouvernement, y compris le ministère de la Science et de la Technologie, le ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, la SODICC, la SDI. Il s'attribue le rôle d'acteur principal de sensibilisation des publics impliqués dans le processus d'informatisation de la société, de concert avec le ministère de la Science et de la Technologie.

Des pistes

Plusieurs pistes sont suggérées à la réflexion des intervenants dans les domaines de communication. On y retrouve notamment...

- En télévision
 - la diversification des importations pour favoriser les nouvelles chaînes étrangères autres qu'américaines;
 - l'importation d'un canal de nouvelles américaines auquel s'ajouterait un contenu québécois en analyse et commentaires d'actualités internationales et nouvelles québécoises;
 - le développement de programmation spécialisée pour les canaux de télévision payante (théâtre, éducation permanente, sports, nouvelles, etc.).
- En télédistribution
 - des programmes pilotes pour tester l'offre de services là où le câble est en concurrence avec les télécommunications. A cet égard, le rapport suggère que la ville de Sherbrooke soit désignée pour une expérience: Bell Canada et les télédistributeurs pourraient utiliser

conjointement la fibre optique pour offrir des services.

- En télécommunications
 - mise sur pied d'un comité Bell Canada et ministère pour examiner la provincialisation de Bell et les façons d'accroître les retombées économiques en recherche et en fabrication;
 - la reconnaissance prioritaire par le gouvernement de la recherche en télécommunication.
 - Informatique et nouveaux services
 - révision des règles de la politique d'achat en biens informatiques;
 - transfert d'une partie des services informatiques du gouvernement vers le secteur privé pour augmenter la capacité concurrentielle des entreprises;
 - aide à la formation et l'expérimentation par exemple par la tenue d'expériences pilotes en bureautique en milieu gouvernemental;
 - etc.

Le rapport propose en outre le développement des outils que sont la formation scientifique et technique aux jeunes, la connaissance des marchés et la recherche et le développement pour que le Québec entre de plain-pied dans la société de l'information.



Supermarathon musical

Plus de 400 musiciens professionnels et amateurs se sont exécutés hier au cours du supermarathon musical organisé par l'Harmonie de Loretteville. Tout au long des 13 heures du gala, les mélomanes ont été nombreux à assister à cette présentation artistique, à l'agora de la polyvalente de Loretteville.

NOUVEAU! ADDITION!

Pour compléter nos produits, nous manufacturons maintenant aussi:

- Pontage métallique "(Steel Deck)"
- Revêtement industriel et commercial
- Accessoires correspondants G.20 à G.30
- Nervures 1 1/2" (galvanisé et émaillé)

TOLE GAUFREE DE QUEBEC INC.

48, Marle-de-l'Incarnation, Québec
Tél.: (418) 681-6221 TELEX: 051-2337

Résultats



6/36 Prochain		GROS LOT		100 000\$ approx.
Date 15-04-83	9 10 11 27 32 33	no. complet	26	
6/6	1	230 636,00\$		
5/6+	4	34 595,50\$		
5/6	116	1 789,40\$		
4/6	5445	105,90\$		
Ventes totales		2 506 624,00\$		
		Gagnants	725	
		Lot	68,90\$	

Mini Loto		981561	50 000\$
81561	LOTS	5 000\$	561
1561	LOTS	250\$	61
			50\$
			5\$

Provincial		1689425	500 000\$
Date 15-04-83		9425	100\$
689425	LO	50 000\$	425
89425	LO	1 000\$	25
			10\$

Inter Loto		222547	250 000\$
Date 15-04-83			
22547	Gros	2 500\$	678865
2547	LOTS	250\$	694395
547	LOTS	50\$	620680
47	LOTS	10\$	474
			50\$

La Quotidienne

Semaine du 11-04-83

Numéros décomposables

L	M	M	J	V	S
9639	9719	1859	1344	3828	1686

Numéros bonis 7 777\$ Non décomposables

192151	944149	304488	588177	828414	077659
--------	--------	--------	--------	--------	--------

Lotto 6/49 Prochain		GROS LOT	1 030 000\$ approx.
Date 16-04-83	1 3 19 31 32 47	no. complet	37
6/6	0	544 451,70\$	
5/6+	1	354 141,80\$	
5/6	55	3 851,30\$	
4/6	3750	145,20\$	
3/6	78 776	10,00\$	
Ventes totales		5 428 063\$	

la course à pied... un sport une victoire une fête

Les courses du printemps YMCA MONTREAL 24 avril

Les modalités d'encadrement des lots paraissent au verso des billets et des fiches de sélection. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

La vente Trans Canada Eaton
une foule de bons achats!
Quelques exemples de Bauhaus, Goldcrest, Kroehler et autres



70.00 de rabais!
Canapé Bauhaus à multiples coussins

Prix courant Eaton 490.00

419.99 ch.

1. Style contemporain en tweed de nylon durable couleur avoine. Cadre de bois franc, siège "Quadracoil". 2 coussins décoratifs compris. Eaton Place Ste-Foy seulement

50.00 de rabais!
Canapé Bauhaus assorti au canapé

2. Deux coussins décoratifs compris. Eaton Place Ste-Foy seulement

Prix courant Eaton 420.00

369.99 ch.

20.00 à 30.00 de rabais!
Tables Design 3 000 de style contemporain

Un cadre de laiton plaqué complète l'épaisse surface de verre. Voyez la collection complète de ces tables en magasin, elles sont aussi offertes à prix spéciaux. Eaton Place Ste-Foy seulement

3. Table carrée

Prix courant Eaton 274.95

249.99 ch.

4. Table d'appoint

Prix courant Eaton 159.95

139.99 ch.



59.96 de rabais.
Elément mural de Goldcrest

5. Elément deux pièces en mélamine au fini pacanier avec portes en verre trempé, éclairage intérieur et rayon amovible. Eaton Place Ste-Foy seulement

Prix courant Eaton 549.95

489.99 ch.

A prix spécial!
Choix de fauteuils à inclinaisons tout confort

En vinyle de El Ran

Non représenté

6. Modèle à 3 inclinaisons avec dossier rembourré de mousse et siège à coussin détachable. Brun (500)

Prix Eaton **349.99** ch.

Un classique de Kroehler

Non représenté

7. Fauteuil à 3 inclinaisons avec dessus en tweed de nylon et vinyle sur bourre de mousse. Un bon achat! (500)

Prix Eaton **279.99** ch.

Eaton Place Ste-Foy et aux Galeries de la Capitale.

Sauf indications contraires Rayons 270-470

Venez ou téléphonez 653-9331

Notre standard téléphonique ouvre à 9 h 10

Composez 653-9331 pour connaître nos heures d'ouverture ou l'adresse du magasin Eaton près de chez vous

EATON



QUÉBEC ET BANLIEUE/RIVE-SUD

Habitation à Québec: une priorité durable

par Pierre-Paul NOREAU

"Que ce soit sous l'administration du Progrès civique ou du Rassemblement populaire, l'habitation à Québec est, et va continuer d'être, la priorité."

Pour le conseiller Yvon Vézina, l'affirmation ne laisse place à aucune discussion. L'analyse commencée en 1960 a été longuement mûrie et ne va certes pas se modifier avec son départ pour cause de santé de la présidence du comité d'habitation. Cette expérience de cinq ans à l'avant-scène n'est pas sans conférer une valeur certaine à son jugement.

Il est vrai que les questions d'habitation constituent un champ d'action privilégié à Québec. Il n'y a qu'à songer aux discussions épiques entre le Progrès civique et le Rassemblement populaire sur la meilleure approche pour le repeuplement du centre-ville, pour mesurer son importance. La multitude des programmes municipaux touchant l'habitation est un autre indice en ce sens.

Ce n'est cependant pas à titre d'observateur ou d'intervenant de la scène municipale que M. Yvon Vézina a commencé à s'intéresser à ce domaine. Accédant à la gérance de la Caisse populaire de Saint-Sauveur en 1958, après 10 ans de rencontres avec ses concitoyens à différents postes de cette institution, il écope des retombées du pro-

longement du boulevard Charest qui vient éventrer tout simplement le quartier Saint-Sauveur.

75 familles délogées

"Le quartier a été tranché en deux, délogeant de 70 à 75 familles. Comme directeur de la caisse, j'ai eu affaire à ces gens-là, travaillant moi aussi à tenter de les réinstaller dans Saint-Sauveur."

Son implication dans le milieu, au-delà de la simple rentabilité financière de l'institution dont il avait la responsabilité, n'est pas passée inaperçue.

"J'ai continué à me préoccuper de la dimension de l'habitation à travers mon travail et aussi par différents biais. En 1973, le maire Gilles Lamontagne sollicitait ma candidature pour un poste de conseiller, imité en 1977 par son successeur Jean Pelletier."

M. Vézina explique avec son franc-parler habituel (qui, le reconnaît-il, lui vaut quelquefois des remontrances) que la direction du mouvement Desjardins n'était pas vraiment prête la première fois à voir l'un de ses directeurs se lancer dans l'arène politique. A la seconde tentative, particulièrement demandée par le Progrès civique pour s'occuper d'habitation, toutes les barrières tombent et il se voit confié dès son entrée en scène, la responsabilité de l'office municipal d'habitation.

"Pendant un an je me suis occupé de la gestion des HLM (habitations à loyer modique), mais à cela je préférerais grandement le développement."

Parallèlement, entouré d'une équipe de fonctionnaires, il se lance dans la redéfinition d'une politique d'habitation à la demande du maire Pelletier.

"Nous avons finalement produit à l'automne 1979, un rapport d'orientation sur l'habitation que je considère toujours comme la bible en habitation à Québec, le document qui a guidé l'ensemble des actions depuis," explique-t-il, la main largement ouverte sur cette "brique" qu'il invite à consulter pour prouver ses avancés et son actualité.

Présidence du comité

L'une des recommandations fondamentales du rapport consistait en la mise sur pied d'un comité consultatif permanent de l'habitation. Le conseiller en assumera dès le départ la présidence.

A partir de là, ce sera la ronde des programmes, conjoints, nouveaux ou copiés qui soutendront jusqu'à leur limite l'objectif de revitalisation du centre-ville, que ce soit par la construction, la restauration ou le recyclage: programme d'assainissement et de nettoyage des arrière-cours (PANAC), programme d'assainissement des bâtiments incendiés ou abandonnés (PABIA) Bâtir en ville, Construire à Québec maintenant, les différents

programmes de restauration, les programmes d'amélioration de quartier (PAQ) (puisque l'habitation, c'est aussi l'environnement ne manque pas de souligner le conseiller), la Société municipale d'habitation Champlain (SOMHAC), etc.

"Je ne peux pas dire que ça été facile parce que l'habitation ça n'est jamais facile. C'est lourd, complexe, entre autres en raison de la multitude d'intervenants et de la présence des gouvernements."

"Mais par ailleurs, le comité d'habitation, bien que simplement consultatif, a eu droit à beaucoup de latitude et au support constant du comité exécutif et du maire. Cette confiance était nécessaire pour que nous puissions vraiment avancer."



M. Yvon Vézina, président démissionnaire du comité d'habitation de Québec.

Jalons de la revitalisation du centre-ville déjà en place

En donnant sa démission le 15 mars dernier de la présidence du comité d'habitation, M. Yvon Vézina avait une consolation pour compenser cette

obligation dictée par les médecins de diminuer ses activités, celle d'avoir fait progresser le dossier qui lui était confié.

"Je crois sincèrement que les premiers jalons nécessaires à la revitalisation du centre-ville de Québec sont posés. Les zones grises pâlissent. Il est bien évident que ça aurait pu aller plus vite, de toute façon à mon goût les choses ne progressent jamais assez vite, mais il faut reconnaître que ce n'est pas un dossier facile."

Aussi reconnaît-il que le défi est toujours là. S'il avait eu le choix, M. Vézina convient qu'il aurait de loin préféré avoir l'occasion de travailler un bout de temps avec son successeur, son collègue Gilles Gagnon, afin de lui simplifier la tâche. Mais, philosophe, il dira tout de même: "Tout homme est remplaçable..."

Quartier cible

En termes pratiques, le secteur clé du mouvement de revitalisation du centre-ville est la partie de Saint-Roch située au nord du mail, soit entre Dorchester, le nouveau palais de justice et la rivière Saint-Charles.

"Déjà, envers et contre tous, nous avons fait démarrer Place de la rivière. Les constructeurs privés se sont montrés très réticents à embarquer dans le projet, tout particulièrement avec la situation économique des dernières années. Mais l'intérêt se manifeste de plus en plus et il faut continuer d'y croire plus que jamais."

De toute manière, le représentant du quar-

tier Saint-Sauveur à la table du conseil municipal n'est pas homme à se laisser démonter facilement. On peut ne pas partager l'approche qu'il préconise, mais certes pas, de ne pas pratiquer ce qu'il prêche.

Le travail sur le schéma d'aménagement de la Communauté urbaine de Québec est un exemple de dossier où il a blâmé ses collègues de ménager leurs efforts, mais où il a lui-même pris les choses en main.

de l'entrevue, il n'a pas le choix de se retirer des différents comités, tant à la ville de Québec qu'à la Communauté urbaine. "Mais ça serait me faire mourir de toute façon que de m'obliger à ne rien faire", lance-t-il l'air bien résolu.

L'habitation continuera d'être un secteur majeur d'intérêt à ses yeux, puisqu'il a la responsabilité de coordonner le programme Loginove pour les 69 municipalités où le Mouvement Desjardins est présent. Son rôle à la Société d'habitation Alphonse-Desjardins pourrait également toucher les coopératives d'habitations populaires.

Enfin, M. Vézina a l'intention de continuer à travailler en politique, mais cette fois presque exclusivement à titre de représentant de ses concitoyens du district Saint-Sauveur.

Après avoir conquis l'Europe, c'est sur l'Amérique qu'elle déferle. La botte à la cheville, de cuir souple et non doublée, semelle de couleur, en caoutchouc. Teintes à la mode. 80.00 \$

Légereté 80,00 \$

Simard & Voyer

Place Québec, Laurier, Ste-Foy, Fleur de lys, Galeries de la Capitale, Chagnon

LE SOLEIL

vous informe au jour le jour...

ABONNEZ-VOUS 647-3333

Le Service 800

Contact direct!

LE SERVICE 800 LAISSEZ-LE VOUS AIDER

Réseau téléphonique transcanadien

Traiter avec une entreprise de l'extérieur offrant le Service 800, c'est établir un contact direct, sans frais; c'est obtenir des résultats rapides. Notez les numéros 800 des entreprises avec lesquelles vous faites affaire régulièrement; utilisez-les, ce sera profitable pour vous. Pour vérifier un numéro 800 ou encore pour déterminer si le Service 800 d'une entreprise est offert dans votre région, consultez l'Assistance-annuaire du Service 800 en appelant, sans frais, au **1 800 555-1212**

Toujours en politique

Comme il l'expliquait lui-même lors

Paul Robitaille

504, La Canardière — 529-9488

Mobilier de chambre moderne en chêne naturel

629 \$

Table de nuit en sus: 99 \$

Ameublement complet aux meilleurs prix de la région

AVANT COUVER

Vancouver avant midi. Oui c'est possible avec le Prêt-à-partir d'Air Canada. Départ à 6h25 tous les matins. Et arrivez à temps pour vos affaires dans l'après-midi. Service Connaisseur à partir de Toronto ou Montréal.

Vancouver	
Départ	Arrivée
06h25	11h25
07h10	12h45 sauf le samedi
16h25	20h50

SERVICE CONNAISSEUR

AIR CANADA



Prenez votre Prêt-à-partir pour le succès.

Prêt-à-partir est une marque de commerce d'Air Canada.

Nouveau défi pour les gens de l'air, cette fois sur le plan économique

par Roch DESGAGNE

Après avoir livré la bataille du français, les gens de l'air du Québec reviennent sur terre, pour reprendre l'expression de leur président M. Gaston Audy et s'engagent dans une autre offensive qui touche essentiellement la dimension économique de l'aviation.

C'est l'orientation que le 8e congrès annuel de l'Association des gens de l'air du Québec a donnée à son action pour l'avenir, afin de redresser la situation précaire que traverse cette industrie. Les quelque 250 participants ont posé un premier geste énergique, en mettant le gouvernement et le ministère des Transports du Québec en demeure de déposer leur politique du transport aérien, "s'ils en ont une", ponctue le secrétaire de l'AGAQ, M. Marcel Deschamps.

L'association des gens de l'air amorce par ailleurs une étude sur les conditions de travail et la situation de la main-d'œuvre dans le monde québécois de l'aviation. Les gens de l'air pensent que cette recherche exhaustive conduira à la formation de corporations professionnelles en aviation, précise Marcel Deschamps dans une entrevue au journal LE SOLEIL, à l'issue des assises, samedi, au Québec Inn de Sainte-Foy.

"Si le ministre des Transports n'est pas capable d'en faire, on va lui en proposer une politique des transports, puis on va retrouver nos manches pour la réaliser, insiste Marcel Deschamps. On n'a pas le choix, les gens de l'air sont déçus, et ils ne s'arrêteront pas aux étiquettes ni aux chicanes politiques..."

60 pour 100 en chômage

Pendant que les autorités politiques ter-

Toit percé pour laisser passer... le gâteau

par Roch DESGAGNE

Le chef des cuisines du Château Frontenac, Maurice Alaizola, tentera d'éclipser le record mondial établi l'an dernier, en élevant le plus haut gâteau au monde à un sommet de 35 pieds.

L'exploit sera exécuté, on le tente mercredi, dans le mail principal du centre commercial Place Fleur de Lys de Québec, où le public est invité à se rendre pour suivre le travail de Maurice Alaizola.

La performance de 33 pieds 9 pouces inscrite au livre des records Guinness a été réalisée par Roy Butterworth de l'hôtel Lord Nelson à Halifax, et le détenteur du record sera sur les lieux, mercredi, au cas où son collègue de Québec ait besoin de conseils.

Le chef cuisinier Alaizola prévoit que le gâteau, monté étage par étage, sera terminé vers le milieu de l'après-midi. Comme il dit: "Ce n'est pas difficile, il faut prendre ça avec un grain de sel!"

Il a étudié le projet, et ne croit pas avoir besoin de "recette" spéciale pour réaliser l'exploit. Il n'a jamais participé à une telle expérience, qu'il trou-

ve par ailleurs impressionnante. "Faut prendre étage par étage... c'est pas un problème", insiste-t-il.

Aucun moyen artificiel ne devra être utilisé pour soutenir ou stabiliser la structure de pâte et de glaçage.

Pour permettre la réalisation de ce gâteau de la fête des mères, l'administrateur du centre Fleur de Lys, M. Jean-Paul Biron, a permis qu'un trou soit percé au plafond de l'immeuble, où l'on aménagera un toit temporaire de 15 pieds de haut pour protéger le gâteau.

giversent, et que les compagnies aériennes profitent de la situation, les pilotes sont en chômage ou vivent de l'aide sociale, commente le secrétaire de l'AGAQ, en soutenant que sur les 3.200 détenteurs de brevet de pilote professionnel en vigueur, 60 pour 100 cherchent un travail stable et sont en difficulté.

Pour le président Gaston Audy, commandant de CL215 du service aérien du MTQ à La Tuque, l'étude sur les caractéristiques de la main-d'œuvre de l'aviation portera, cette année, sur l'organisation des conditions de travail des pilotes de troisième niveau, tous les travailleurs qui ne sont pas protégés sur le plan du travail, de la carrière et de la syndicalisation.

"Le marché du travail dans l'aviation est en crise, il est faible et le temps est venu de voir à ce que les gens de l'air soient bien sur terre, sur le plancher", insiste M. Audy. Pour cela, il faut aussi démystifier le domaine de l'aviation, en montrant que la masse des gens de l'air sont loin de connaître les conditions idéales de vie dont on a toujours entouré cette profession.

Ces situations avantageuses se retrouvent surtout dans les grosses entreprises aériennes, mais elles n'existent pas dans le vaste secteur de l'aviation de troisième palier, où les compagnies profitent du manque d'organisation des pilotes et des travailleurs, et où tout reste artisanal. "Ça ne doit plus se voir dans notre métier, de nos jours", soutient le président. Il cite alors le cas de trois finissants du Centre québécois de formation aéronautique de Chicoutimi qui ont travaillé sans salaire, pour une compagnie pourtant bien organisée et bien soutenue financièrement pour uniquement assurer leur perfectionnement.

L'AGAQ espère que l'analyse des caractéristiques de la main-d'œuvre non regroupée de l'aviation au Québec va déboucher sur des solutions concrètes et son président croit que ce travail va resserrer le monde de l'aviation. L'organisme élaborera aussi un document sur les droits des pilotes, dont la formation exige des investissements et de gros efforts.

Le rôle de la femme dans le monde de l'aviation sera aussi largement abordé au cours de l'étude.

Former des gestionnaires

Selon Gaston Audy, le Québec forme de bons pilotes, mais il doit aussi former d'excellents gestionnaires de l'aviation, comme cela se fait dans des écoles aux États-Unis. "Québecair est l'exemple le plus éloquent de ce besoin", dit-il.

"Quant aux français dans l'air, on reste toujours le gros chien de garde et il faut rester vigilant devant la menace constante de l'érosion dont on a vu des exemples cette année, comme le transfert du centre de simulation de vol d'Air Canada vers l'Ouest."

L'AGAQ a adopté une résolution demandant à Air Canada de dévoiler ses programmes de formation des pilotes, car ses membres s'inquiètent de savoir où sera établi le prochain simulateur de Boeing 767 qui doit sortir d'ici deux ans.

Les gens de l'air ont remis le prix Roger-Demers à M. Maurice Pitre, de Transports Canada, en reconnaissance des efforts techniques que ce dernier a déployés dans ses fonctions pour l'avancement des francophones dans le monde de l'aviation, tout au long de la bataille pour le français dans l'air.



Plus de 3.000 employés de la compagnie de Havilland, de Toronto, et leurs familles ont assisté, samedi, à la présentation officielle du Dash-8, un avion à décollage et atterrissage courts valant \$6 millions. Ottawa a investi \$690 millions dans de Havilland.

Aéronautique: Trudeau défend le rôle de l'Etat

TORONTO (PC-CP-UPC) — Le premier ministre Trudeau a profité, samedi, de la présentation officielle du nouvel appareil Dash-8, de la société de Havilland, pour faire un plaidoyer en faveur des investissements du gouvernement canadien dans l'industrie aéronautique.

Trudeau a déclaré aux employés de l'entreprise torontoise, qui, comme Canadair, est une société de la Couronne, que les Canadiens comptaient sur eux pour que le pays conserve son excellente réputation en construction aéronautique. Le premier ministre leur a rappelé que le gouvernement fédéral avait investi \$690 millions, dont des

garanties de prêts, dans de Havilland.

Le Dash-8 est un avion de 36 places à décollage et atterrissage courts pour lequel de Havilland a obtenu 45 commandes fermes et 74 options d'achat. Un porte-parole de l'entreprise a indiqué que 300 appareils devraient être vendus pour que de Havilland réalise un profit. Le premier avion sera livré en septembre 1984.

Sans mentionner Canadair, l'entreprise montréalaise qui a de

graves problèmes financiers avec la construction de son Challenger, M. Trudeau a défendu le rôle de son gouvernement dans l'industrie aéronautique. Il a dit que le Canada ne pouvait se permettre un autre Avro Arrow, l'avion de combat dont la construction fut annulée par le gouvernement Diefenbaker, il y a 20 ans.

"Nous devons faire en sorte de ne pas répéter les erreurs qui ont déjà été faites quand des ingénieurs

et des travailleurs spécialisés très compétents ont dû quitter le pays parce que l'industrie qui les employait n'était pas rentable", a dit M. Trudeau.

Vous nous devez vos emplois

En présentant le premier ministre aux 3.500 employés de de Havilland, le solliciteur général Robert Kaplan n'a pas mâché ses mots. Il leur a dit que leur usine "serait probablement aujourd'hui

un centre commercial" si le gouvernement de M. Trudeau ne l'avait pas acheté pour \$40 millions en 1974 et si les libéraux n'avaient pas été reportés au pouvoir en 1980.

M. Kaplan leur a rappelé que le gouvernement de Joe Clark s'était opposé à tout agrandissement de l'entreprise et qu'il l'avait mise en vente, avec l'avertissement que l'usine ferait si aucune offre acceptable ne venait pas du secteur privé.

RENCONTRER

une personne avec les mêmes goûts les mêmes affinités

AIMER-PARTAGER

N'est-ce pas là un idéal que chacun de nous cherche au fond de son cœur?

ENFIN!

"DONNER UN VISAGE A SES REVES"

QUEBEC: 529-3363

CHICOUTIMI: 696-1666

INSTITUT DE RECHERCHE HUMAINE

580, Grande-Allée, suite 230, Québec - 529-3363

1212, boul. Talbot, 2e étage, Chicoutimi - 696-1666

Ouvert lun. - ven. 12h à 20h, sam. 10h à 15h.

Aujourd'hui
Voyez le cahier
publicitaire de

TOWERS

INSÉRÉ DANS
CETTE ÉDITION

ANGLAIS-ESPAGNOL
COURS DE CONVERSATION



UN COURS FAIT SUR MESURE

COURS INTENSIFS OU ACCELERES OU

STANDARDS POUR TOUS NIVEAUX

FREQUENCE: 2 ou 4 séances par semaine

HORAIRE: matin, après-midi ou soir

DUREE: 5 ou 10 semaines (40 heures)

Prix rég.: 395\$

Prix réduit: 295\$ (livres inclus)

Egalement cours offerts sur cassettes en anglais seulement

A partir de 75\$

(418) 681-6375

LPS® (Langues Productions Services Ltd.)
membres du conseil de la langue française
à Québec (personnes)



Jacques Langlois
LUNETTES

BEAUPORT

737,

av. Royale

661-0384

HAUTE-VILLE

Hôtel-Dieu

de Québec

694-5086

LIMOILLOU

475,

3e Avenue

523-6690

en face Banque Nationale

Acceptons les ordonnances de tous les ophtalmologistes et optométristes.
Nous prenons aussi les rendez-vous pour vos examens de vue

BEAUVAIS,
TRUCHON ET
ASSOCIES



Jean-Guy Lebel, II.B.

Les associés de Beauvais, Truchon et Associés sont heureux d'annoncer que Me Jean-Guy Lebel s'est récemment joint à leur étude légale.

Me Jean-Guy Lebel a obtenu sa licence en droit de l'Université Laval en 1980 et est membre du Barreau du Québec depuis 1981.

Les bureaux de l'étude Beauvais, Truchon et Associés sont situés au 55, rue d'Auteuil, Québec, (418) 692-4180.

Présent Québec demain mardi 16h45

Vivre son homosexualité à Québec.

avec Christiane Suzor

à la radio CB 980

CHRYSLER LA ROUTE DU BON SENS

Oui... la route du bon sens s'arrête toujours chez Chrysler.

Ces taux de financement super intéressants vous sont offerts par tous les concessionnaires Chrysler. Voyez le vôtre pour tous les détails.

Comparez. Si vous pouvez trouver meilleure offre... profitez-en!

10,9%

12,9%

STOP



Aujourd'hui, ça prend une Chrysler.



Conflit syndical persistant à la CSN

par Pierre PELCHAT

Le conflit interne à la CSN entre les employés permanents de la centrale syndicale et ses dirigeants élus fera à nouveau l'objet de nouvelles discussions à huis clos.

Réunis vendredi et samedi derniers, les quelque 150 délégués au conseil confédéral, l'instance décisionnelle entre les congrès, n'ont pu terminer le débat très difficile sur la façon de régler l'affrontement entre le syndicat des travailleurs de la centrale et la "partie patronale", soit les dirigeants élus de la CSN, qui avait débouché sur la grève de deux mois des "permanents" à l'été de 1980.

Selon toute vraisemblance, ce débat devrait reprendre lors de la prochaine réunion du conseil confédéral.

Le différend entre les deux parties s'exprime principalement sur l'intégration ou non des coordonnateurs de service, que l'on appelle aussi des "cadres", dans les rangs du Syndicat des travailleurs de la CSN (STT).

Le syndicat demande que ces "cadres" fassent partie de l'unité d'accréditation, estimant que l'organisation du travail en équi-

pe doit être prépondérante à la hiérarchisation des fonctions.

De son côté, la "partie patronale" semble craindre que le STT puisse, de cette façon, se substituer aux décisions démocratiques des instances concernées, ce à quoi le syndicat répond qu'il n'en a nullement l'intention.

Par ailleurs, le débat sur la participation des fédérations du secteur privé de la CSN au conseil d'administration de la Commission de santé et de sécurité du travail (CSST) n'a pu avoir lieu. Il devrait également être repris à la prochaine réunion du conseil confédéral.

Cette question est source de vives tensions entre le secteur privé qui a défilé la décision du congrès de se retirer du conseil d'administration de la CSST et les fédérations du secteur public, particulièrement dans les affaires sociales.

L'exécutif de la CSN ne voit que deux solutions à la controverse: ou bien, les fédérations du secteur privé sont invitées à se retirer de la CSST ou bien, le prochain congrès de 1984 sera appelé à revoir à nouveau sa décision.



La corvée de déménagement de la bibliothèque de Québec a donné lieu, samedi, à une intense opération de bénévoles, dirigée par M. Philippe Sauvageau (au centre), directeur général de l'institution.

Une corvée "littéraire" à la bibliothèque municipale

Les préposés à la bibliothèque municipale de Québec ont souligné, à leur façon, la tenue du Salon international du livre de Québec, samedi, par une opération de déménagement dans le nouvel immeuble de place Jacques-Cartier.

Une vingtaine d'employés permanents ont participé

à cette corvée "littéraire" qui a permis de déménager des tonnes de volumes, de disques, de vidéos et d'équipement, en l'espace de quelques heures.

Sous la direction de M. Philippe Sauvageau, responsable de la bibliothèque municipale, une cinquantaine de personnes ont collaboré à

ce grand dérangement, qui permettra à la clientèle de fréquenter dorénavant un spacieux et moderne sanctuaire de la lecture et du savoir.

Deux équipes de scouts, les pionniers de Sainte-Maria-Goretti

de Charlesbourg et les équipiers de Saint-Sauveur, ont pris part à cette grande manœuvre.

Le député Dean s'en prend aux journalistes

GRANBY (PC) — Les journalistes devraient faire preuve de

plus de conscience sociale lorsqu'ils entre les mains des do-

cuments provenant de coulage des fonctionnaires provinciaux, a déclaré hier l'adjoint parlementaire au ministre du Travail du Québec, M. Robert Dean.

De passage à Granby afin d'y lancer la campagne de financement du Parti québécois dans le comté de Shefford, M. Dean a déclaré que les journalistes du Québec ne font plus du bon travail.

Sans dire implicitement que les journalistes ne devraient pas divulguer le contenu de documents fournis par les fonctionnaires qui mettent en doute la bonne gestion du gouvernement M. Dean a allégué que les journalistes devraient faire appel à leur conscience avant de les utiliser.

sélectronic Magnétoscope **SONY**

Le SL-5000 de SONY
Jusqu'à 5 heures d'enregistrement; système éprouvé BETAMAX; contrôle complet de l'image: normale, accélérée, marche arrière, ou arrêt sur image; touches digitales ultra souples; contrôle et chargement à l'avant; présélection d'enregistrement 24 heures; affichage numérique lumineux; contrôle à distance; syntonisation jusqu'à 14 postes; prises d'entrées et de sorties pour: caméra micro, téléviseur et chaîne stéréophonique.

\$699

• Québec, 600, Belvédère, 683-2525 • Ste-Foy, 2651, Hochelaga, 658-4535 •
• Charlesbourg, 5385, 1re Av., 626-4841 • Lévis, 565, Trans-Canada, 837-6525 •
• Roberval, Carrefour Jeanne, 275-5555 • Amqui, 172, St-Benoît N., 629-2300 •
• Blentôt Jonquière, 232, Dominique •

AUCUN ESCOMPTE - AUCUN BONI

Nos prix sont plus bas que ceux de nos concurrents, qui offrent des

RABAI DE 25% et 30%
VERIFIEZ NOS PRIX
SUBVENTION FEDERALE jusqu'à 3 000\$ avant la fin d'avril '83

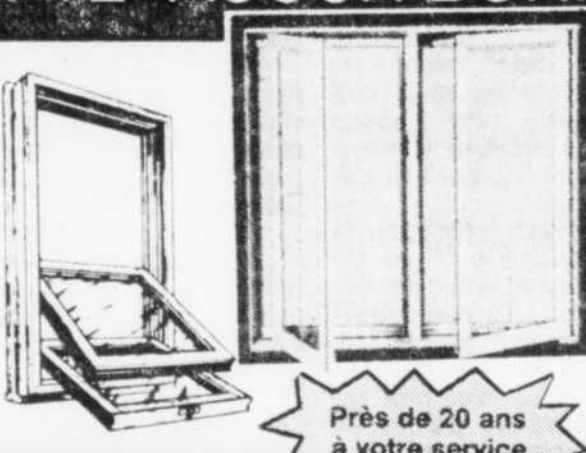
Pour vos fenêtres et portes SANS ENTRETIEN

Revêtements d'aluminium et vinyle. Garantie jusqu'à 40 ans. Avec ou sans installation.

RENOVATION

Écor de Québec Inc.

188, AV. LAMONTAGNE (face à Expo-Québec) 522-2084



Près de 20 ans à votre service

VISITEZ NOTRE SALLE DE MONTRE

PEANUTS

C'est comme ça, Chuck... Toutes les grandes équipes ont leur mascotte, n'est-ce pas?

Notre équipe s'appelle Les Pelicans! Ce costume est très représentatif...

Essaie-le, Chuck... Tu vas voir comme il est beau...

WOW!

SCAMP

GR22!

GR22!

LE COIN LE PLUS SÛR DE LA VILLE!

LES JUNGLES

Voici une lettre d'une petite vieille dame... elle se plaint que ses fleurs ont été piétinées!

Elle peut bien se plaindre...

Parce que je n'accepte les plaintes de personne!

HAGAR L'HORRIBLE

BLONDINETTE

Aujourd'hui, je dépoussière toute la maison!

Dans ce cas, je sors d'ici!

Tu as peur d'être sur mon chemin?

Non, j'ai peur d'être allergique à la poussière...

SOURIS MIQUETTE

AT-CHOU!

MIKEY, JE N'ARRIVE PAS À ME RAPPELER POURQUOI J'AI FAIT CE NOUVEAU BOUT DE MON NEZ!!!

AH, CA Y EST! JE SAIS... IL FAUT QUE J'ACHÈTE DES MOUCHOIRS!

LES PIERRAFEU

Vous dites que vous ne l'avez pas entendu?

Non...

...moi non plus!

Détends-toi Fred! Tu sais bien que le gars de la météo se trompe souvent!

sondage gallup

Il y a moins de tenants de Pétro-Canada

On a constaté une augmentation marquée du nombre de Canadiens qui sont en faveur de la dénationalisation de Pétro-Canada (45 pour 100 présentement par rapport à 22 pour 100 seulement, à l'été de 1979, au moment où le gouvernement conservateur de Joe Clark l'avait proposée).

La question était ainsi formulée: On a parlé récemment de Pétro-Canada, une compagnie pétrolière nationalisée qui est exploitée comme une société de la Couronne. A votre avis, est-ce que Pétro-Canada devrait être vendue au secteur privé, c'est-à-dire non gouvernemental, oui ou non?

	NATIONAL	
	Juillet 1979	Mars 1983
Oui, vendu - y tient fermement	13%	32%
Oui, vendu - n'y tient pas fermement	9	13
Ne pas vendre - n'y tient pas fermement	21	17
Ne pas vendre - y tient fermement	27	17
Indécis	30	21

NATIONAL	Oui, devrait être vendu 45%	non, ne devrait pas 34%	indécis 21%
----------	-----------------------------	-------------------------	-------------

Région			
Atlantique	45	36	19
Québec	45	27	28
Ontario	44	38	19
Prairies	46	35	20
Colombie-Britannique	51	35	14

Choix d'un parti fédéral			
Libéral	39	46	15
Conservateur	57	27	16
NPD	39	47	14
Indécis	37	29	33

Une seconde question avait trait à la clientèle de Pétro-Canada: Lorsque vous achetez de l'essence, vous efforcez-vous d'aller à une station-service Pétro-Canada ou est-ce que vous n'achetez jamais d'essence?

NATIONAL		
Oui, on tente de la faire	8%	
Non	69	
N'achète pas d'essence	23	

VERRES DE CONTACT	souples réguliers (teints sur demande)
VERRES DE CONTACT	souples à port prolongé
VERRES DE CONTACT	souples toriques (pour corriger l'astigmatisme)
VERRES DE CONTACT	souples double foyers
VERRES DE CONTACT	semi-rigides Boston II
VERRES DE CONTACT	semi-rigides Airlens
VERRES DE CONTACT	semi-rigides Polycron

AQUAFLEX - BAUSH & LOMB (SOFTLENS) - CIBA - COOPER - CW-79
DURAGEL - FREFLEX - HYDROCURVE - HYDRON - K-69 - PCL-38
PERMALENS - POLYCON - POLYFILCON - SOFTCON - WEICON

Toutes ces marques sont représentées chez:

Jacques Langlois
OPTICIEN D'ORDONNANCES

BEAUPORT: 737, avenue Royale, 661-0384
HAUTE-VILLE: Hôtel-Dieu de Québec, 694-5086
LIMOILLOU: 475, 3e Avenue, 523-6690

Sears pour... des économies

Rabais de \$60 sur une équipe fiable... Le duo laveuse et sècheuse Kenmore

En vigueur jusqu'au 23 avril 1983, ou jusqu'à épuisement des stocks.



Voici ce que vous obtenez à l'achat d'un appareil Kenmore:

1. Satisfaction garantie
2. Service après-vente assuré
3. Livraison gratuite, installation disponible
4. Contrat d'entretien intégral
5. Possibilité de crédit
6. Conçu pour rendement fiable et durable
7. Vaste sélection pour répondre à vos besoins et votre budget
8. Personnel qualifié

Rabais de \$30. Laveuse Kenmore à 6 programmes

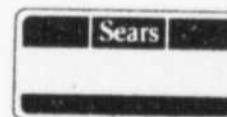
609⁹⁸
Rég. \$639.98

Pré-lavage, cotons/tissus robustes, jerseys-tissus délicats, articles sans repassage, rinçage. 3 combinaisons température lavage/rinçage. Niveau d'eau variable. Agitateur Dual-Action. Blanc. Modèle avec récupérateur. Blanc. #52 300. Rég. \$679.98 **\$649.98**. Amande, \$10 en sus.

Rabais de \$30. Sècheuse assortie à 3 programmes, avec cycle "Fabric Master"

419⁹⁸
Rég. \$449.98

Le réglage Fabric Master arrête automatiquement le séchage du linge au degré désiré. Programmes: "Fabric Master", cycle minute, à froid. Grille et éclairage du tambour. Bouton-poussoir séparé. Blanc. #82 300. Amande, \$10 en sus.



Possibilité de crédit



YAMAHA

AP-B110 C
TOUTNE DISQUE
• Entraînement par courroie
• Retour automatique
• Commandes à l'avant

R-500
Récepteur AM/FM stéréo
• Puissance de 40 watts RMS par canal
• D.H.T. 0,015%

SERIE 4
Enceintes acoustiques
• 3 voies
• haut-parleurs de 10 po pour les basses
• Haut-parleur au Ferro-Fluid pour les aigus

699⁹⁰

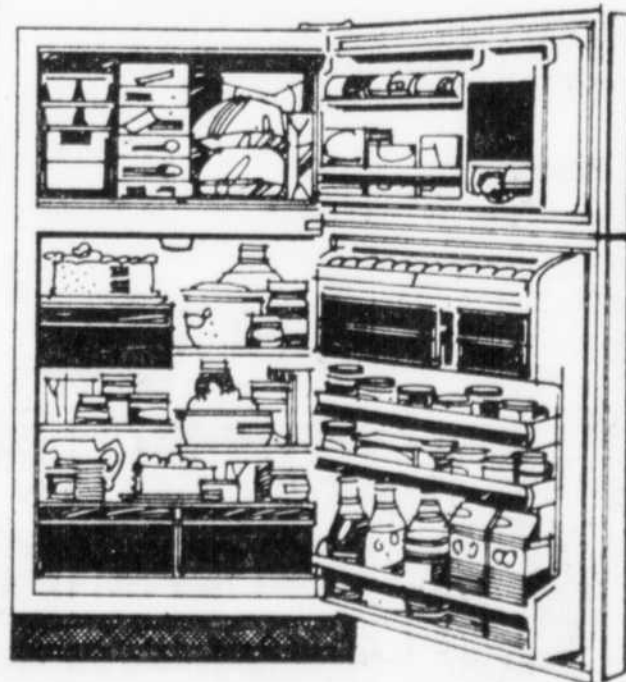
QUÉBEC 11, boul. Saint-Cyrille 522-5625
SAINT-NICOLAS Centre Normandie 831-1164
LÉVIS 8, Trans-Canada ouest 833-6261



Rabais de \$40. Cuisinière Kenmore à four, à nettoyage facile, offre efficacité et rendement

529⁹⁸
Rég. \$569.98

Prise programmable pour rendre les petits appareils fonctionnels. Idéal pour le café du matin. Éléments amovibles: 2 éléments de 8" et 2 de 6" amovibles pour nettoyage facile du dessus, des cuvettes, des anneaux et du logement de l'élément. Dossier à éclairage fluorescent. Blanc. #62 020. Modèle à four autonettoyant également disponible. Amande, \$10 en sus.



Rabais de \$70. Réfrigérateur Kenmore 13.8 pi. cu. entièrement sans givre

849⁹⁸
Rég. \$919.98

Ne nécessite aucun dégivrage. Clayettes réglables. Section congélateur capacité 115 lb. Blanc. #33 970. **Modèle 15.2 pi. cu.** Congélateur capacité 138 lb. Blanc. #53 970. Rég. \$979.98. **\$909.98** **Modèle 17.1 pi. cu.** Congélateur capacité 155 lb. Blanc. #73 970. Rég. \$1089.98. **\$1019.98** Amande, \$10 en sus. Renseignez-vous sur nos modèles à charnières à gauche.



Rabais de \$50. Lave-vaisselle Kenmore pour une vaisselle étincelante

579⁹⁸
Rég. \$629.98 — Modèle mobile.

Passez plus de temps avec vos invités et oubliez la corvée de la vaisselle. Programmes: cycle pour casseroles, lavage normal, cycle économique (économiseur d'eau), rinçage/attente, lavage température élevée, séchage à chaud ou à froid. Chauffe-assiettes sur cadran. Dessus érable massif. Blanc. #72 451. Or, amande, \$10 en sus. Modèle à encastrer, 2 panneaux réversibles. #72 330. Rég. \$589.98. **\$539.98**

Rayon 22/47 — Appareils ménagers

Les mentions "Rég." ou "était" de Simpsons-Sears Limitée se rapportent à des prix Sears. Heures d'ouverture 9h30 à 17h30 du lundi au mercredi, de 9h30 à 21h le jeudi et le vendredi; de 9h à 17h le samedi. Venez sur place • Québec, Place Fleur de Lys • Ste-Foy, Place Laurier • Lévis, Galeries Chagnon. Utilisez notre service de commandes téléphoniques 24 heures. 529-9811

Sears

vous en avez pour votre argent... et plus

Réforme scolaire

Les Chevaliers de Colomb seront du débat

par Roch DESGAGNE

Fidèles aux principes fondamentaux qui gouvernent leur ordre, les Chevaliers de Colomb de la province Champlain (Québec) prennent position en faveur de la confessionnalité des écoles, et ils entendent faire connaître leurs opinions à la commission parlementaire sur le Livre blanc du ministre de l'Éducation du Québec.

Le député d'État de l'ordre des Chevaliers de Colomb au Québec,

M. Georges Lafortune, précise que le gouvernement adoptera des attitudes positives vis-à-vis les réformes du Livre blanc qui ne renferment pas l'approbation de l'ensemble des Chevaliers de Colomb.

Rencontré samedi, lors d'une cérémonie de collation d'une centaine de nouveaux membres du 4e degré de l'ordre, M. Lafortune a indiqué que plusieurs points de la réforme scolaire reçoivent d'emblée l'approbation des Chevaliers de Co-

lomb. Sur d'autres aspects, des positions de rechange seront proposées par le mouvement, lors de la commission parlementaire.

Un comité est déjà en fonction pour préparer un mémoire constructif à cet effet, insiste le député d'État, en précisant que les membres seront consultés sur les positions à prendre, lors du congrès provincial de l'ordre, les 29, 30 avril et 1er mai à Montréal.

"Nos membres nous poussent à afficher les opinions de l'ordre des Chevaliers de Colomb en ce domaine primordial pour la société québécoise", ajoute M. Lafortune.

Vivacité de l'ordre

Pour marquer la première année de son deuxième centenaire, l'ordre de Champlain incite ses membres à s'engager individuellement et solidairement pour la défense de l'Eglise, la défense de la famille et l'amélioration de la société, trois thèmes qui s'inscrivent dans les grands principes du mouvement, note M. Lafortune.

L'organisme regroupe quelque 115,000 membres actifs, présentement. Les Chevaliers de Colomb sont 1,400,000 sur le plan international. Selon les maîtres de districts Majella Grenier et Conrad Vachon, ces effectifs, qui ont triplé en un quart de siècle, démontrent la vivacité de l'organisme au Québec.

Le 4e degré de la province de

Champlain compte 6,000 grands chevaliers, effectifs qui ont augmenté sensiblement depuis une dizaine d'années surtout. L'installation de samedi à l'hôtel Le Concorde de Québec, amenait 92 nouveaux membres du 4e degré. Pour le vice-maître suprême Jean-

Pierre Després, "le 4e degré est un pas de plus dans l'engagement envers les objectifs du mouvement, le développement du patriotisme et l'engagement religieux et social".

L'ordre des Chevaliers de Co-

lomb reste un organisme apolitique, qui prend position collectivement sur le plan social, tout en laissant pleine liberté individuelle à ses membres, insiste pour sa part le maître Conrad Vachon.

Laurin plaide pour l'école communautaire

HULL (PC) — Une école communautaire et responsable favorisera le sens des responsabilités et les nouvelles structures proposées vont être plus efficaces que l'action de commissaires qui ne se réunissent qu'une fois par mois et ne parlent la plupart du temps qu'à des cadres.

Voilà ce qu'a soutenu le ministre de l'Éducation, M. Camille Laurin, en fin de semaine, lors d'une interview accordée au quotidien Le Droit.

Selon le ministre, même si le projet de loi sur la restructuration scolaire risque d'être adopté d'ici la prochaine année scolaire, il faudra beaucoup de

temps pour en huiler tous les multiples mécanismes.

"Nous en sommes à la sixième version. Mais avant sa mise en place définitive, la loi 101 a connu jusqu'à 24 versions différentes", a souligné celui qui en a été le père.

En fait, le gouvernement québécois s'est donné sept ans pour implanter le nouveau régime pédagogique, qui a commencé à démarrer l'an dernier avec certains de ses éléments, a souligné M. Laurin.

Renversé

Le ministre a raconté que le travail d'animation du milieu de l'éducation et surtout des parents l'a renversé.

"Beaucoup de parents se rendaient aux réunions et j'ai senti que l'éducation demeurait au cœur des préoccupations des citoyens", a-t-il soutenu.

Il a noté avec satisfaction un rapprochement entre parents en enseignants, les seconds s'étant toujours méfiés traditionnellement des premiers.

Par ailleurs, dans l'esprit du ministre, il ne fait aucun doute que les membres élus des conseils d'écoles doivent recevoir une certaine rémunération.



Le Soleil, Roland Marcoux

Pour M. Georges Lafortune, député d'État de l'ordre des Chevaliers de Colomb, la confessionnalité de l'école est un principe fondamental.

"INTERNATIONAL CENTER FOR LANGUAGE STUDIES" PRÉSENTE SON PROGRAMME INTENSIF D'ANGLAIS

- L'anglais sur place: 24 heures sur 24.
- Vacances et études combinées dans un cadre unique.
- Neuf niveaux d'anglais débutant toutes les 4 semaines.
- Petits effectifs d'environ 6 élèves.
- **Maine:** site idéal de vacances. Visitez ses lacs, ses montagnes, la splendide côte de la Nouvelle-Angleterre pendant que vous étudiez l'anglais dans un campus typiquement américain, à seulement 6 heures du Québec.
- Des cours intensifs d'anglais à des prix défiant toute concurrence en Nouvelle-Angleterre.
- Excursions aux différents points d'intérêt touristique.
- Notre calendrier scolaire:

28 mars	15 août
25 avril	*12 septembre
23 mai	10 octobre
20 juin	7 novembre
18 juillet	5 décembre

Cette année, organisez-vous.

Pour tous renseignements, envoyez cette annonce en spécifiant vos nom et adresse à:

ICLS Husson College
Bangor, Maine 04401
USA

*Augmentation minimale, début septembre 1983

Aide sociale

Rien de décidé pour les 18-21

MONTREAL (PC) — "Que les jeunes de 18 à 30 ans ne paniquent pas devant la proposition des hauts fonctionnaires du ministère de la Main-d'œuvre de réduire ou d'annuler l'aide sociale aux moins de 21 ans. Les jeux ne sont pas faits. Aucune décision politique n'a encore été prise. Et je suis moi-même moins que chaud devant cette proposition."

Tel est le message que M. Jean-Pierre Charbonneau, adjoint parlementaire responsable du Secrétariat à la Jeunesse, chargeait au quotidien La Presse de transmettre, vendredi, aux jeunes qui occupent le bureau du ministre Gerald Godin, à Montréal, depuis quelques jours.

En proposant au gouvernement de réduire l'aide sociale aux jeunes de 18 à 21 ans qui habitent chez leurs parents si le revenu de ceux-ci se situe entre \$15,000 et \$20,000, et de le leur retirer, si ce revenu excède \$20,000, les hauts fonctionnaires du ministère de la Main-d'œuvre ne font pas consensus au sein des instances de décision.

Selon M. Charbonneau, la suggestion des fonctionnaires suscite une vive discussion chez les décideurs.

carrières et professions

647-3266
COMPOSEZ A CARRIERES ET PROFESSIONS
LE SOLEIL LITEE C.P. 1547 QUEBEC, QUE. G1K 7J6

Toutes les annonces publiées dans ces pages sous la Rubrique Carrières et Professions sont assujetties à la loi numéro 50. Les emplois annoncés s'adressent donc aux hommes et aux femmes.

ACHETEZ
CET ESPACE
POUR RECRUTER
VOTRE
PERSONNEL
CARRIERES et
PROFESSIONS

SECRETAIRE
JURIDIQUE
d'expérience
— bilingue
Aubut, Chabot
524-5131

REPRESENTANT DES VENTES

CANTOL LTD recherche une personne ayant de l'expérience dans la vente de produits chimiques. Territoire de vente ayant rapporté plus de 50 000\$ en 1982 est disponible dans la région de Québec.

Si vous avez de l'expérience dans la vente, aimez le travail ardu et désirez faire carrière dans notre industrie, S.V.P. appelez ou écrivez à:

M. J. Baldwin
Cantol Ltd
B.P. 2400
Downmills, Ontario
M3C 2T9
(416) 475-6141

GERANT(E) DE SUCCURSALE

Distributeur national bien établi dans le domaine de la fixation est à la recherche d'une personne bilingue avec expérience de vente pour superviser notre succursale de Québec.

REMUNERATION:

Salaire, commissions, boni, pourcentage sur les ventes, plan de pension, programme médical complet incluant plan dentaire.

Faire parvenir votre curriculum vitae et les détails complets de vos expériences antérieures, éducation, âge. Seuls(es) les candidats(es) bilingues doivent appliquer.

General Shipping équipement Ltée
a/s M. Michel Audette
1990, boul. Charest ouest, suite 105
Ste-Foy G1N 4K8

Sears... repart en grande!

Pour une musique douce ou rock, Sears vous offre une gamme d'appareils pour vous satisfaire

En vigueur jusqu'au 23 avril 1983 ou jusqu'à épuisement des stocks.

Rabais de \$20

Radio AM/FM, FM stéréo/magnétocassette

199⁹⁸ Reg. \$219.98

a- Radio/magnétocassette pour 2 cassettes. Enregistre d'une cassette à l'autre, sur le vif ou directement de la radio. Compteur et arrêt automatique. Commandes rotatives. Sur 6 piles "D" (non incluses) ou courant domestique. #20 204

Possibilité de crédit

Rayon 57 — Radios, téléviseurs, stéréos

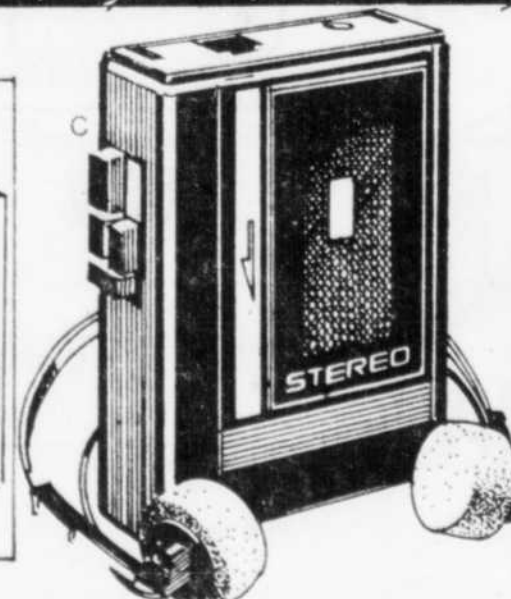


Rabais de \$20

Combiné stéréo à enceintes amovibles

279⁹⁸ Reg. \$299.98

b- Radio AM, FM, FM stéréo/magnétocassette. Horloge à affichage à cristaux liquides. 2 haut-parleurs 6 1/2" pour graves, 2 de 2 1/2" pour aigus, gamme étendue. Enregistre sur le vif ou directement de la radio. #20 602



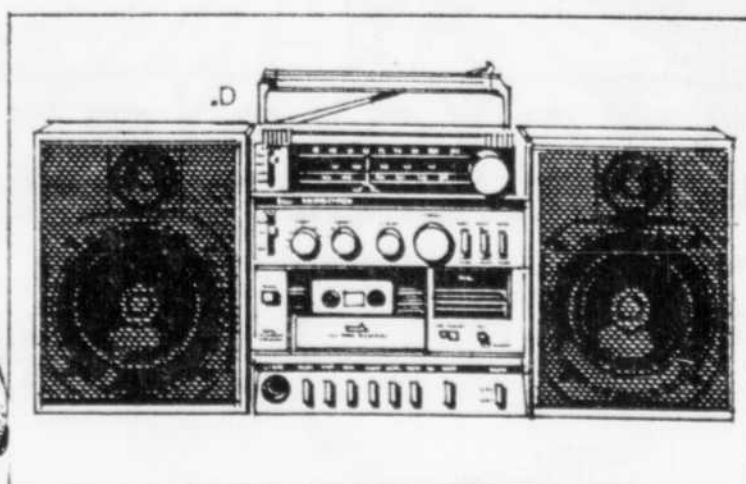
Rabais de \$10

Lecteur de cassette stéréo

59⁹⁸ Reg. \$69.98

c- Prise pour casque, 4 boutons: lecture, rebobinage/retour en arrière, avance rapide/repérage, arrêt/éjection. Commandes volume séparées gauche, droite. Sur 4 piles "AA" (non incluses) ou courant domestique. #19 752

Rayon 57 — Radios, téléviseurs, stéréos



Rabais de \$20

Combiné radio stéréo/magnétocassette de luxe

379⁹⁸ Reg. \$399.98

d- Réduction de bruit Dolby pour une excellente reproduction sonore. 2 gammes d'ondes courtes. Accepte bande de métal. Enregistre sur le vif ou de la radio. 2 haut-parleurs pour graves, 2 pour aigus. #20 601

Les mentions "Reg." ou "était" de Simpsons-Sears Limitée se rapportent à des prix Sears. Heures d'ouverture 9h30 à 17h30 du lundi au mercredi; de 9h30 à 21h le jeudi et le vendredi; de 9h à 17h le samedi. Venez sur place • Québec, Place Fleur de Lys • Ste-Foy, Place Laurier • Lévis, Galeries Chagnon.

Utilisez notre service de commandes téléphoniques 24 heures. 529-9811

Sears

vous en avez pour votre argent...et plus

La villégiature, un filon de \$1.15 milliard

par
Raymond GAGNE
envoyé spécial du
Soleil

LAVAL — La villégiature produit annuellement au Québec des retombées économiques de \$1.15 milliard. En plus d'être

l'une des activités les plus populaires au Québec, elle représente pour un grand nombre de municipalités la principale activité économique.

Dans un document intitulé "La villégiature, une force économique" et rendu

public samedi, à Laval, dans le cadre de son congrès annuel, la Fédération des associations pour la protection de l'environnement des lacs (Fapel) démontre qu'il existe 126 municipalités du Québec qui bénéficient an-

nuellement de retombées économiques supérieures à \$1 million.

Il s'en trouve même une, la municipalité de Saint-Hippolyte, dans la circonscription de Rousseau, qui tire de la villégiature des retombées directes d'un peu plus de \$11 millions. L'évaluation municipale des chalets représente 57 pour 100 du rôle, ou \$61,929,300.

La municipalité de Saint-Adolphe d'Howard, dans la circonscription d'Argenteuil, obtient en retombées annuelles plus de \$9 millions alors que l'évaluation des chalets compte pour 61.6 pour 100 du rôle d'évaluation.

Selon la Fapel, il existe environ 300,000 chalets au Québec. On entend par "chalet" une habitation saisonnière non isolée et non munie d'un chauffage central. Ces 300,000 chalets sont utilisés sur une période moyenne de 132 jours par année.

La Fapel précise de plus que, selon l'étude faite à partir d'un son-

dage, la présence et l'utilisation d'un chalet signifient des retombées économiques directes de \$3,838 annuellement.

La fédération, dans la même publication, rappelle que les villégiateurs québécois, qui sont près de 1 million, ont contribué à développer l'industrie reliée à la fabrication et à la pose des installations septiques. Cette industrie et le commerce qui s'ensuit requièrent des déboursés annuels de \$40 millions, soit, dit la fédération, \$30 millions pour la fabrication des fosses septiques et de tuyauterie et \$10 millions pour la main-d'œuvre.

La Fapel rappelle que "bien avant que le ministère de l'Environnement n'adopte, avec 13 ans de retard, son "règlement relatif à l'évacuation et au traitement des eaux usées des résidences isolées", les villégiateurs groupés en associations avaient déjà amené plus de 600 municipalités à adop-

ter volontairement le même règlement".

La fédération reproche au gouvernement du Québec et au ministère de l'Environnement en particulier de ne pas aider les villégiateurs de façon équitable, compte tenu de l'apport important qui est le leur au niveau de l'économie.

D'autant plus, dit la fédération, que le gouvernement "retire des profits considérables de l'industrie de la villégiature, tant à travers les emplois créés qu'à travers l'argent que les villégiateurs lui épargnent annuellement. La fédération souligne, par exemple, que le gouvernement retire annuellement, par la seule taxe de 9 pour 100 sur les installations septiques, une somme équivalente à \$2,700,000.

En contrepartie, l'environnement québécois n'a alloué que \$775,000 de crédits, en 1982, au programme des lacs, et cette somme a été réduite de \$200,000 pour l'exercice 1983-1984.



La jeune Hélène Richer, du cégep de Bois-de-Boulogne, à Montréal, a remporté, cette année, le prix Fapel (\$1,000) pour un texte intitulé "Conte d'un galet". Deux concurrentes des régions desservies par LE SOLEIL, Madeleine Fortin, de Sept-Îles, et Julie Belzile, de Trois-Pistoles, se sont classées parmi les finalistes. Les concurrents devaient écrire un texte portant sur la défense de la nature. Sur la photo, Hélène Richer reçoit le prix Fapel des mains de M. David Aird, commanditaire, sous le regard de Mme Hélène-Louise Elie, présidente de la Fapel.

Jacques Langlois LUNETTES

OPTICIEN d'ordonnances

Jacques Langlois VERRES DE CONTACT

(rigides, souples, permanents)

OPTICIEN d'ordonnances

Jacques Langlois VERRES VARILUX

"SUPERDIAFAL"

OPTICIEN d'ordonnances

Jacques Langlois OPTICIEN

D'ORDONNANCES

OPTICIEN d'ordonnances

Jacques Langlois 3 BUREAUX POUR VOUS SERVIR

OPTICIEN d'ordonnances

Jacques Langlois BEAUPORT:

737, avenue Royale 661-0384

OPTICIEN d'ordonnances

Jacques Langlois HAUTE-VILLE:

1 Hôtel-Dieu de Québec 694-5086

OPTICIEN d'ordonnances

Jacques Langlois LIMOILOU:

475, 3e Avenue 523-6690

OPTICIEN d'ordonnances

Sears pour... un rabais de 30%*

* Economisez sur les sous-vêtements
Sanforknit et chaussettes "super-lavables"!



Sanforknit de confection polyester/coton...
pour garder la forme après plusieurs lavages!

Traitement SANI-GUARD pour fraîcheur. Laver,
sécher en machine. Bleu ou blanc.
Tailles: P.M.G.TG.

Caleçon, taille ordinaire. # 11 300

Rég. \$3.69... 3/7.74

Caleçon, taille basse. Brun foncé ou marine, bleu

et blanc. # 11 301. Rég. \$3.69... 3/7.74

Gilet de corps. # 11 307. Rég. \$3.69... 3/7.74

Haut à encolure ras du cou. Bleu, blanc, brun

foncé, marine. # 11 308. Rég. \$5.49... 3/7.68

3/7.74

Caleçon ou gilet de
corps
Rég. \$3.69 ch.

Chaussettes "super-lavables" en laine/nylon,
spécialement traitées pour entretien facile. Haut
renforcé élasthanne. Gris, brun foncé, chameau,
noir, bleu acier, marine. Une taille pour 10-13.

Hauteur 10" environ. # 57 139

Rég. \$3.29... 3/6.90

Hauteur 13" environ. # 57 146. Rég. \$3.49. 3/7.32

Hauteur 17 1/2" environ. # 57 142. \$3.79... 3/7.95



Commandes téléphoniques acceptées

Rayon 45 — Vêtements pour homme

Les mentions "Rég." ou "était" de Simpsons-Sears Limitée se rapportent à des prix Sears. Heures d'ouverture 9h30 à 17h30 du lundi au mercredi; de 9h30 à 21h le jeudi et le vendredi; de 9h à 17h le samedi. Venez sur place • Québec, Place Fleur de Lys • Ste-Foy, Place Laurier • Lévis, Galeries Chagnon.

Utilisez notre service de commandes téléphoniques 24 heures. 529-9811

Sears

vous en avez pour votre argent...et plus

Accidents: 4 morts

La Sûreté du Québec et la Presse canadienne signalent quatre morts accidentelles survenues au cours de la fin de semaine, au Québec.

Marc Bergeron, âgé de 21 ans, de Thetford-Mines, est mort à la suite d'une collision survenue samedi soir à l'ouest de Cadillac, en Abitibi.

Une collision frontale sur la route 132 à Maria, en Gaspésie, tôt

hier matin, a coûté la vie à Germain Gagnon, âgé de 37 ans, de New Richmond Station, dans la région de Bonaventure.

Jean-Pierre Caron, âgé de 24 ans, de Montréal, a perdu la vie, tôt hier matin, son automobile ayant dérapé, à Saint-Louis de Terrebonne.

Un piéton a été tué par un camion, hier, à Montréal.

Inconvénients dus au temps

Le temps pluvieux ou neigeux de la fin de semaine a causé des inconvénients à la circulation routière, à quelques endroits de l'Est du Québec. Des éboulis et des inondations ont bloqué momentanément des routes, alors que la neige entraînait des accidents dans le parc des Laurentides.

La 132 entre Saint-Germain et Kamouraska a été recouverte de 4 à 6 pouces d'eau, et a été fermée à la circulation, en fin de journée hier.

Dans le Témiscouata, la route 295 reliant Lejeune et Squatec a été coupée par une accumulation d'eau de pluie et de fonte.

Des éboulis mineurs ont partiellement encombré la route 381 (en direction de Chicoutimi) à Saint-Urbain, hier. La Sûreté du Québec signalait que "ça passait serré" à certains endroits. Aux Eboulements, dans la même région, la route 362 a été défoncée par l'eau. Vendredi, des pierres ont encombré le chemin à la hauteur de Saint-Tite, dans le secteur de Beaufort.

Les patrouilles de la SQ dans le parc des Laurentides ont été débordés, en première partie de soirée hier, lorsque plusieurs véhicules ont quitté la route en raison de la chaussée glissante. Au moins trois véhicules ont dérapé, au kilomètre 152 dans le territoire de l'Étape. Un accident semblable a fait un blessé à la barrière de Mont-Apica (embranchement du Lac-Saint-Jean) en début de soirée.

Plusieurs automobilistes ont signalé ces accidents à la Sûreté du Québec, qui a éprouvé des difficultés à faire "saler" la chaussée glacée.

Evadés repris

A peine trois heures de liberté. C'est ce que deux pensionnaires de la prison de New Carlisle dans la région de Bonaventure ont connu, hier, en début de soirée.

Les deux jeunes gens, dont l'un s'est blessé à un poignet en sautant d'une fenêtre du deuxième étage à la suite de son complice, à l'heure du souper, ont été repris vers 20h par les agents Lucien Bourque, Aurélien Côté et Jacques Cloutier de la Sûreté du Québec à New Carlisle.

COURS DE CONNAISSANCE DU VIN

"SOMMELLERIE - OENOLOGIE"
avec certificat par
L'ÉCOLE DES MAÎTRES
(AU CHATEAU FRONTENAC)
18 - 26 avril, 03 - 10 - 17 mai
(session du soir)
Inscription au Château Frontenac
en semaine, 9h à 18h.
692-0310
Professeur: M. Joseph-Aimé Côté

centre de rencontre élan

Un moyen moderne de trouver
l'amitié, l'amour, le mieux-être...

LE GYM-YOGA

Mieux se connaître
soi-même

LES RENCONTRES

Faire la connaissance
de l'autre

INSCRIVEZ-VOUS A UN COURS

et/ou

ADHÉREZ AU SERVICE DE RENCONTRE

95, Grande-Allée est, 522-7155

Particules radioactives de satellite dans la Chaudière

MONTREAL (PC) — Une équipe de chimistes de l'université Laval, de Québec, aurait découvert dans la rivière Chaudière des particules radioactives provenant de débris du satellite-espion soviétique "Cosmos 1402", qui s'est abîmé dans l'Océan indien, en janvier dernier.

C'est du moins ce qui était révélé hier dans un reportage de l'émission "Aujourd'hui la science", diffusé sur les ondes de la radio de Radio-Canada.

Sans danger

Le journaliste Jean-Marc Carpentier y interviewait le professeur Jean-Claude Roy, chef du groupe qui a fait la découverte. Le chimiste y précisait que les niveaux de radioactivité mesurés n'étaient guère plus élevés que ceux de la radioactivité naturelle. Donc, ils ne représenteraient aucun danger. Ils n'en correspondent pas moins aux déchets dans l'atmosphère de l'explosion d'une bombe de 20 mégatonnes. Le corps principal du satellite so-

viétique était tombé dans l'Océan indien le 23 janvier. Le réacteur nucléaire, lui, s'était abîmé dans l'Atlantique sud le 6 février.

Bombardement aux neutrons

Les particules découvertes proviennent du corps du satellite. Elles auraient été rendues actives par le bombardement aux neutrons s'échappant du réacteur.

Les chimistes ont également découvert des produits de fusion de l'uranium du réacteur lui-même.



Le Soleil, René Saint-Pierre

Fêtes du printemps

Les citoyens de Saint-Malo n'ont pas attendu plus longtemps le beau temps pour célébrer leurs fêtes du printemps. Samedi et hier, au centre Mgr-Bouffard, plusieurs d'entre eux ont pris part à des célébrations communautaires, à caractères artistique, artisanal et musical, soit plus de 15 présentations d'organismes et d'activités variées, événements inaugurés par le maire Jean Pelletier.

Clark promet des amendements au goût des Québécois

D'après PC-CP-UPC

Joe Clark a promis hier, devant plus de 700 personnes invitées à un brunch à \$50 le couvert dans un quartier italien de Montréal, de réviser la constitution à la satisfaction des Québécois.

Le candidat à la direction du Parti conservateur a dit que, s'il redevient premier ministre, il s'attaquera à la question du partage des pouvoirs constitutionnels et qu'il proposera le recours à la formule d'amendement dite "de Victoria" permettant à une province de se retirer d'un programme national avec pleine compensation financière.

De plus, M. Clark a dit que son gouvernement conservateur garantira que des organismes d'Etat comme la Commission des transports et le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) respectent les particularités régionales.

M. Clark s'est aussi engagé à moderniser le système fédéraliste, à revaloriser la démocratie parlementaire et à s'assurer que le système économique canadien repose véritablement sur l'entreprise privée.

Optimisme

L'ancien premier ministre a affirmé qu'il croyait être en avance dans neuf provinces sur dix en ce qui a trait aux appuis des députés concédant Terre-Neuve à John Crosbie. Il a ajouté que 52 pour 100 des députés déjà élus au Québec allaient le soutenir au congrès d'Ottawa.

L'aspirant à la direction du PC s'est aussi réjoui des sondages qui donnent à son parti 40 pour 100 des intentions de vote au Québec. "Je suis fier des résultats du choix des députés. Ils indiquent que le PC est devenu le vrai porte-parole des Québécois", a dit M. Clark.

Présent à l'assemblée, le seul député conservateur du Québec, M. Roch LaSalle, a confirmé son appui "inconditionnel" à M. Clark, ajoutant que seule la mort de ce dernier le ferait changer d'avis. "Et il faudrait qu'il meure avant le 11 juin", a ajouté en riant M. LaSalle.

Dans une allusion à Brian Mulroney, le député a déclaré que le parti n'aurait pas le temps, après le début de la session d'automne aux Communes, d'enseigner à un néophyte l'abc de la vie parlementaire.

Les irrégularités

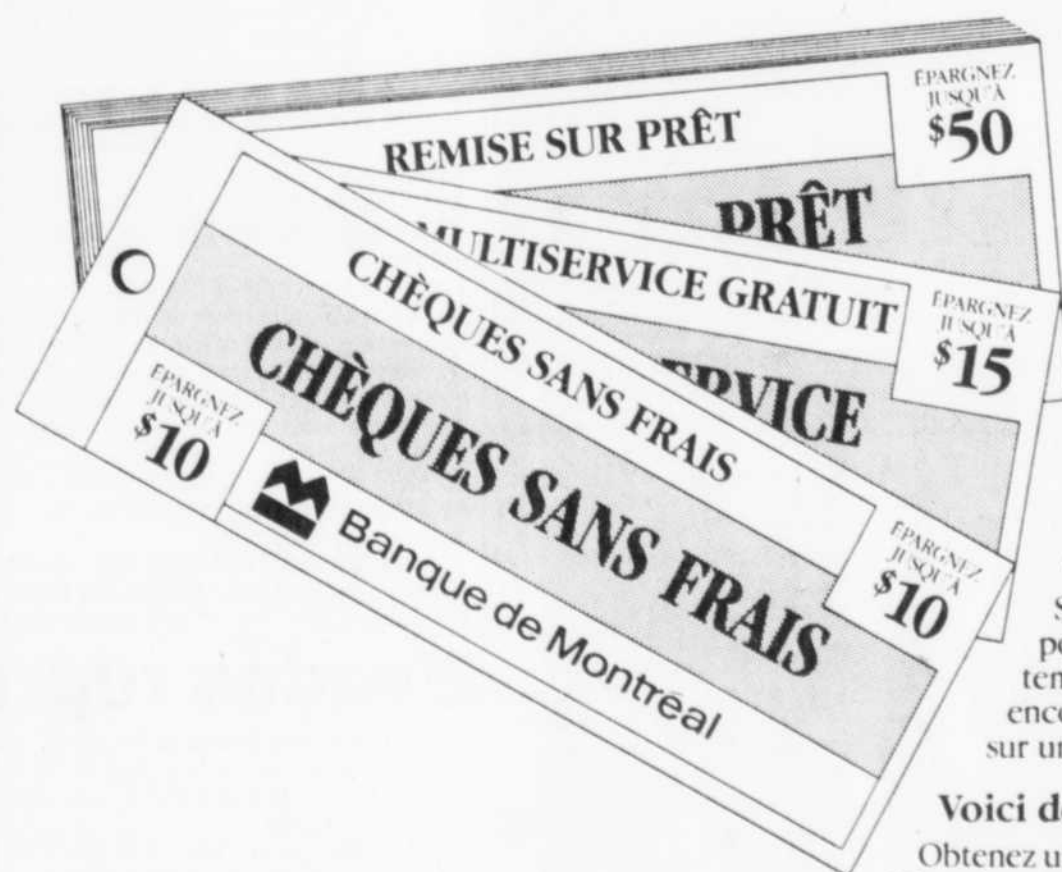
Par ailleurs, le comité des lettres de créance du parti a poursuivi samedi, à Toronto, ses audiences sur les irrégularités qui auraient marqué les assemblées de choix de députés. Le président du comité, Me Jean Riou, a indiqué qu'aucune preuve d'agissements malhonnêtes n'avait été fournie, bien que des irrégularités, mises sur le compte de l'enthousiasme des militants, ont eu lieu.

Même si le comité a fixé à 14 ans l'âge minimum pour avoir droit de vote, il semble que les assemblées où des enfants qui n'avaient pas cet âge ont voté ne seront pas reprises.

Une nouvelle plainte doit toutefois être logée dans le sud de l'Ontario par un groupe de représentants de la compagnie américaine Amway. Ces derniers disent que seulement 12 des 57 membres de leur groupe ont pu obtenir des cartes de membres du parti. Un tiers du groupe se compose de distributeurs d'Amway, le reste était identifié comme "des voisins et des amis".

Selon un dirigeant local du parti, les candidatures ont été refusées parce qu'elles ont été présentées trop tard.

L'offre «\$100 de mercis» sur les prêts, de la Banque de Montréal



Nous savons que "magasiner" pour un prêt personnel est une chose très importante à laquelle vous apportez toute votre attention. Or, nous aimerions bien être sur votre liste de "magasiner". Nous pourrions ainsi vous démontrer pourquoi nous croyons que la Banque de Montréal a le meilleur programme de prêts offert par une banque au pays. Voyez plutôt!

Nous pouvons non seulement vous offrir des taux très concurrentiels, mais nous pouvons aussi affirmer avec fierté que nos prêts sont plus souples que ceux offerts par n'importe quelle autre banque.

Si vous cherchez un prêt personnel, nous croyons pouvoir vous offrir une très bonne affaire. Et, pour un temps limité, nous offrons à nos clients une affaire encore plus avantageuse: une offre de «\$100 de mercis» sur un prêt.

Voici de quoi il s'agit.

Obtenez un prêt d'au moins \$2 500 pour une période d'au moins 12 mois entre le 14 avril et le 31 mai. Pour être admissible, il vous suffit d'acquitter vos versements à temps. Après vos 6 premiers versements, nous vous donnerons un livret de bons valant \$100. Il s'agit de \$100 en bons applicables à un grand nombre de services de la Banque de Montréal, entre autres: vous pourrez faire des chèques sans frais et profiter des avantages du MultiService pendant trois mois, obtenir des chèques payagers gratuits et des chèques de voyage sans frais d'émission. Et même un rabais sur votre prochain prêt personnel.

Il vous suffit d'utiliser ces bons avant les dates indiquées.

Alors, venez découvrir par vous-même pourquoi nous prétendons avoir les meilleurs prêts au pays et donnez-nous ensuite l'occasion de vous dire merci... concrètement.



Banque de Montréal
RENSEIGNEZ-VOUS.

L'offre se termine le 31 mai 1983.

CORRECTIONS

Dans notre cahier publicitaire, inséré dans Le Soleil aujourd'hui 18 avril:

Page 6 - L'illustration des espadrilles "Disney Pals" en toile à 5,00\$ n'est pas conforme au produit annoncé.

Les chaussures Oxford pour hommes, à 18\$, sont en simili-suède et non en suède, tel que mentionné.

Nous nous excusons de ces erreurs auprès de notre clientèle.

towers

DOSSIERS

Dossier

Grande-Bretagne

Cent idées pour stopper le chômage

La Grande-Bretagne, comme tous les pays industrialisés, est aux prises avec un fort taux de chômage que la ligne économique dure prônée par la première ministre Thatcher n'arrange en rien. Néanmoins, les Anglais sont ima-

ginatifs. Nicole Mc Kinnon, une Québécoise qui vit en Grande-Bretagne depuis deux ans, explique comment les Britanniques tentent de se tirer de la crise.

par Nicole Mc Kinnon

(Collaboration spéciale)

"Chômeurs, faites comme mon grand-père: enfourchez vos bicyclettes et trouvez-vous du travail!" Cette suggestion du ministre de l'Emploi n'a rien fait pour augmenter sa popularité auprès des 3 millions de chômeurs en Grande-Bretagne. Pour eux, cela démontre son impuissance à lutter efficacement contre ce fléau des années '80.

Mais la crise a eu des répercussions positives inattendues à travers le pays: des groupes communautaires se sont formés pour trouver de nouvelles solutions et nombre de chômeurs ont réussi, par des trésors d'ingéniosité, à tirer parti de leur situation.

Bien sûr, le gouvernement Thatcher ne cesse de chercher des moyens de créer de l'emploi sans investir massivement (puisque cela serait contraire à sa philosophie). Sa plus récente initiative est le "Programme de division du travail".

Lancée à grands renforts de publicité en janvier dernier, cette expérience vise à générer des emplois à temps partiel pour les chômeurs recevant des prestations et pour les employés d'une entreprise qui ont reçu un avis de licenciement.

Le gouvernement invite les employeurs à distribuer, pendant un an, les tâches d'un emploi entre deux personnes travaillant chacune au moins 15 heures par semaine. Pour couvrir les frais d'administration encourus et former les nouveaux employés, les entreprises reçoivent \$1.500 en quatre versements.

Le ministre de l'Emploi prévoit ainsi créer 50.000 emplois à temps partiel et attribuer \$100 millions d'ici mars 1984. Mais c'est un programme qui s'autofinance par les économies qu'il procure dans les prestations d'assurance-chômage: deux chômeurs qui reçoivent chacun \$72 par semaine coûtent au Trésor environ \$7.300 par an. Mais s'ils travaillent à temps partiel, l'Etat se dégage de la responsabilité de subvenir à leurs besoins.

Les parrains du projet croient qu'il faudra du temps aux employeurs pour accepter cette nouvelle approche. Cependant, les premières réponses sont en-



La suggestion du ministre anglais de l'Emploi: "Chômeurs... enfourchez vos bicyclettes et trouvez du travail!"

courageantes: 8.000 entreprises ont déjà fait parvenir une demande et 102 d'entre elles avaient été approuvées à la fin de février.

Désavantages

Le programme a été très mal accueilli par les syndicats par contre. Ils maintiennent que c'est une manœuvre gouvernementale pour diminuer les statistiques du chômage à l'approche des élections. D'autant

plus que, à leurs yeux, les employeurs ont tout à gagner, au détriment des travailleurs.

Car il est probable que les entreprises diviseront les emplois qui paient moins de \$120 par semaine, ce qui leur évitera de contribuer au régime d'assistance sociale. Un travailleur à temps partiel sera donc obligé de vivre sous le seuil de la pauvreté, avec \$60 par semaine (moins que l'assurance-chômage). De plus, comme ces emplois ne re-

quièrent pas de formation, les compagnies pourront empocher la subvention.

Il sera aussi très facile de licencier un travailleur qui fait 15 heures par semaine, puisque la Loi de l'emploi ne s'applique qu'à partir de 16 heures. Donc pas de protection contre les licenciements abusifs, pas de contrat et pas de compensation pour perte d'emploi à la fin du programme.

On craint en outre que les chômeurs perdent leurs prestations s'ils refusent un emploi à temps partiel et qu'ils ne puissent réclamer de l'assurance-chômage au terme du projet.

Finalement, ce programme n'est qu'un pis-aller pour ceux qui désirent un emploi à temps plein, alors qu'il exclut ceux qui recherchent un emploi à temps partiel mais qui ne sont pas en chômage, comme les mères de famille.

Temps partagé

Pour elles, la solution réside dans le travail à temps partagé. C'est pourquoi des groupes de volontaires se sont formés partout en Grande-Bretagne pour sensibiliser le monde des affaires à cette idée, appliquée avec succès en Suède et aux Etats-Unis. Ainsi, la ville de Londres subventionne "New Ways to Work", un organisme qui met en contact des femmes qui remplissent à deux les tâches d'un emploi. Celles-ci s'entendent au préalable sur les horaires de travail et les vacances, et se divisent également le salaire et les bénéfices marginaux. Elles envoient ensuite leur demande conjointe à l'employeur.

Plusieurs entreprises britanniques ont déjà vu leur avantage dans cette innovation. De plus en plus, les offres d'emploi mentionnent: "Cet emploi peut être partagé". Ainsi, la Bibliothèque de la Chambre des communes, la BBC et la Bourse de Londres profitent de ce système, de même qu'un grand nombre de banques et de compagnies privées.

Les difficultés économiques que traverse la Grande-Bretagne ont eu d'autres effets surprenants: les mises

à pied massives qui ont eu lieu depuis trois ans ont donné naissance à une foule de petites entreprises familiales. Un travailleur sur 10 a investi ses compensations pour perte d'emploi, qui représentent parfois une année de salaire. Ils se sont prévalus des programmes gouvernementaux d'encouragement à l'entreprise pour ouvrir des commerces ou monter de petites affaires où ils se servent de leur expérience antérieure.

Autres moyens

Les sans-travail qui ne disposent pas de capital trouvent néanmoins des moyens originaux pour se générer des revenus, si modestes soient-ils. Des jeunes, l'air résolu, frappent aux portes des domiciles pour offrir les services les plus divers: nettoyer les vitres, la voiture, faire le lavage, le repassage. D'autres se présentent avec leurs outils pour aiguiser les couteaux ou réparer des chaises en bambou. Il y en a même un qui, armé de son DIMO, demandait \$1.50 pour inscrire, au-dessus de la sonnette, le nom de l'occupant de l'appartement.

Mais l'entreprise la plus inédite est sans doute celle de deux étudiants fraîchement émoulus de l'université, qui sont devenus "Les coureurs de Harley Street".

Ils ont eu l'idée de se transformer en livreurs spéciaux pour les médecins qui ont leur cabinet sur la rue Harley, au cœur de Londres. En habit foncé et en cravate, ils courent toute la journée de haut en bas des escaliers et de long en large de la rue. Ils apportent rapidement d'un médecin à un autre les résultats de tests et les radiographies qui mettaient autrefois un jour ou deux pour parcourir quelques centaines de mètres via la Poste royale. Le service coûte aux médecins 10 sous par lettre et 20 sous par boîte.

Les coureurs livrent quelque 500 lettres par jour. Devant le succès de leur entreprise, ils pensent s'adjoindre des "associés" pour offrir le même service sur d'autres rues où se concentrent des professionnels.

Ceux-là en tout cas ont pris pratiquement le ministre de l'Emploi au mot... sans leurs bicyclettes...

Dossier

La Proposition 13 en Californie

Une réaction en chaîne imprévue

En 1978, les électeurs de la Californie, excédés par les hausses continuelles des impôts, ont adopté la Proposition 13 qui leur permettait d'épargner an-

nuellement quelque \$7 milliards en taxes. La Presse canadienne fait ici le point sur cette révolte des contribuables.

par la Presse canadienne

CALIFORNIE — Cinq ans après avoir amorcé une vigoureuse campagne en vue de réduire la fiscalité locale, les Californiens découvrent que le chemin conduisant à une réduction de l'intervention gouvernementale est plein d'embûches.

A l'époque, il était de mise de s'en prendre à la voracité apparentement insatiable des gouvernements pour les dollars des contribuables, tout comme on peu partout ailleurs dans le monde. Pourtant, même l'élection au poste de gouverneur de Ronald Reagan, un ultraconservateur, n'a pas permis de réduire la fiscalité californienne. Il a fallu une rébellion des contribuables, menée par un septuagénaire du nom de Howard Jarvis, pour obtenir des résultats. Ces derniers, parfois imprévisibles, firent parfois très mal.

Cette révolte ne fut pas provoquée par un sentiment anti-gouvernemental, mais bien par le système fiscal très permissif de la Californie. Les organisations gouvernementales locales, que ce soit la police, le service des incendies, les commissions scolaires ou le réseau de bibliothèques, possèdent des pouvoirs d'appropriation fiscaux. Les contribuables reçoivent les prévisions budgétaires de quelque 15 agences différentes et doivent assouvir leur voracité.

En juin 1978 toutefois, par deux voix contre une, les électeurs californiens adoptèrent la Proposition 13, une mesure en vertu de laquelle le système des appropriations demeurerait en place mais était limité dans son ensemble. Grâce à cette

législation, les Californiens épargnaient \$7 milliards.

La Proposition 13, tout en n'ayant aucun impact direct sur le budget de l'Etat, privait les municipalités de 57 pour 100 de leurs sources de revenu alors que l'Etat bénéficiait pour sa part d'un surplus budgétaire pour le moins embarrassant.

Aide de l'Etat

Les politiques de l'Etat réalisèrent qu'ils devaient intervenir pour éviter l'érosion des forces de police et de la qualité de l'enseignement, ainsi que la réduction de multiples services dans les ghettos des grandes villes ou les banlieues riches. Personne ne fut surpris lorsque l'Etat décida de compenser les revenus perdus par les municipalités.

La Proposition 13 eut certes un impact sur les gouvernements locaux, mais non pas, comme l'espéraient ses initiateurs, sur la réforme fiscale à long terme qu'ils envisageaient ou sur l'efficacité des services régionaux.

Grâce à l'aide de l'Etat, les effets visibles de la législation ont été très différents et dépendaient directement du bien-être financier de chaque communauté. Dans certains cas, les effets ont été négatifs: certaines bibliothèques n'ouvraient leurs portes que cinq jours sur sept, les rues n'étaient nettoyées qu'une fois par mois plutôt que deux, etc. A Brisbane, au sud de San Francisco, les douze pompiers locaux ont été congédiés et remplacés par des volontaires ou d'autres employés municipaux occupant déjà d'autres fonctions.

Aujourd'hui, la fonction pu-

blique californienne compte 100.000 employés de moins, à tous les niveaux gouvernementaux, qu'en 1978, malgré une croissance constante de la démographie locale. Cette rébellion des contribuables a inspiré plusieurs mouvements semblables dans d'autres Etats, mais la majorité d'entre eux n'ont eu aucune conséquence, au grand soulagement des hommes politiques des USA.

Les taxes locales ayant été réduites sans effets négatifs trop visibles — du moins le croyait-on à l'époque — la ferveur des initiateurs de la Proposition 13 s'est maintenue. Les électeurs ont approuvé un nouveau référendum, en juin dernier, s'attaquant cette fois-ci à l'Etat, s'épargnant \$4 milliards en éliminant l'impôt sur les successions et en indexant la hausse des taxes californiennes au taux de l'inflation.

Le Trésor est vide

Ce dernier train de coupures a eu pour effet d'éliminer tous les surplus budgétaires qui avaient permis à l'Etat de maintenir à un niveau acceptable les services municipaux. La récession ayant fortement affaibli les autres sources de revenu de l'Etat, le Trésor californien est aujourd'hui vide. Malgré que les subsides d'Etat soient toujours disponibles, cette année, quelques municipalités ont laissé entendre qu'elles pourraient déposer leur bilan.

D'autres centres urbains commencent à réaliser certains aspects désavantageux de la Proposition 13, retombées qui n'étaient pas visibles au premier abord. Lorsqu'il s'agit de réduire les dépenses, une municipalité recourt généralement à des coupures dans les

services publics et l'entretien. En certains endroits, la détérioration de ces services et des équipements atteint un point critique.

Avant 1978, le budget consacré par Oakland — municipalité dont les difficultés financières sont chroniques — à l'entretien des rues était si réduit qu'il n'aurait permis de repaver les voies routières qu'une fois tous les 30 ans. Le budget présentement approprié à ces fins ne permet de repaver les rues qu'une fois tous les... deux siècles.

Par contre, la Proposition 13 a un effet tout autre sur San Francisco, ville riche faisant face à Oakland, sur la célèbre baie de San Francisco. La fiscalité de cette ville connaît des jours heureux et ses édiles ne savent que faire des surplus.

La trésorerie de l'Etat étant dans un état pitoyable et les hausses de taxes locales étant limitées par la loi, les responsables ne savent vers qui se tourner pour régler leurs problèmes.

L'été dernier, la législature de l'Etat approuvait un budget de dépenses inférieur à celui de l'année précédente, une première depuis 1943. Ce budget prévoit une réduction de plus de 20 pour 100 de l'aide aux municipalités qui dépendent maintenant de Sacramento pour quelque 80 pour 100 de leur revenu.

Déficits obligatoires

A l'instar de tous les autres Etats de l'Union — à l'exception du Vermont — la Californie doit équilibrer son budget. La récession, combinée à la disparition de l'impôt sur les successions et à la baisse de

certaines taxes, a rendu les déficits inévitables.

La Californie, Etat qui a mis en place le plus grand réseau routier et le plus important système d'éducation des USA, a dû pratiquement geler tous les fonds consacrés à ces services. Les bénéficiaires du bien-être social n'ont reçu aucune hausse depuis deux ans et les fonctionnaires n'ont obtenu aucune augmentation depuis 18 mois.

Le gouverneur républicain George Deukmejian, qui avait promis aux contribuables de ne jamais augmenter les taxes, a pris les rênes du pouvoir des mains du démocrate Jerry Brown, en janvier dernier. A cette époque, le gouvernement californien dépensait, à chaque jour, 4 millions de dollars de plus qu'il n'en percevait.

Depuis lors, le nouveau gouverneur a réduit les dépenses de \$750 millions, dont \$108 millions devaient être versés en aide municipale. Il prévoit également porter de six à sept pour 100 la taxe de vente de l'Etat.

Cela n'empêchera pas la Californie de terminer son exercice financier qui prend fin le 30 juin avec un déficit de \$900 millions. M. Deukmejian espère résorber cette dette par un nouveau train de coupures dans le budget 1983-84. Il compte aussi sur des revenus plus élevés grâce à la reprise économique annoncée par les observateurs.

Personne ne doute que la récession actuelle est temporaire et que la reprise permettra d'oblitérer les dettes californiennes.

La rébellion des contribuables, elle, sera toujours fraîche dans les mémoires durant de nombreuses décennies.

LA PAGE ÉDITORIALE LE SOLEIL

Président du conseil et Éditeur:

Jacques-G. Francoeur

Rédacteur en chef et Éditeur adjoint:

Claude Masson

Président et directeur général:

Paul-A. Audet

Directeur de l'information:

Gilbert Athot

Vice-président et trésorier:

Charles-A. Poulin

Directeur de l'édition:

Jacques Dumais

Israël: 35 ans de combat



paul
lachance

Aujourd'hui marque le 35^e anniversaire de l'indépendance de l'Etat d'Israël.

Si l'on effectue un bref recul le long de cette courte époque, on constate qu'Israël a été obligé de lutter constamment et fermement pour la conservation de cette indépendance et même pour son existence que la plupart des pays arabes qui l'entourent se refusent encore à lui reconnaître.

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations-Unies avait adopté, à une majorité de plus des deux tiers, une résolution de sa commission spéciale pour la Palestine recommandant le partage du pays en un Etat juif et un Etat arabe, mais liés par une union douanière et économique tandis que Jérusalem serait internationalisée.

Moins d'un mois plus tard, le Conseil de la Ligue arabe annonçait qu'il s'opposerait par la force à l'application de cette résolution. Des irréguliers arabes commençaient à s'infiltrer de Syrie, du Liban et d'Égypte pour intensifier les attaques contre les Juifs. Les tribulations continuaient pour un Etat non encore édifié.

Le lendemain de la proclamation de l'indépendance, en 1948, l'Etat juif était envahi par les armées régulières de l'Égypte, de la Transjordanie (aujourd'hui la Jordanie) de l'Irak, de la Syrie et du Liban auxquelles se joignirent des contingents de l'Arabie saoudite.

Comme ils avaient voté en faveur de la résolution de l'ONU, les Etats-Unis et l'URSS condamnèrent cette invasion, mais sans succès. Ainsi commençait l'histoire tourmentée et sanglante de l'indépendance d'Israël, ponctuée de guerres défensives contre les Arabes à la suite desquelles le petit Etat sera toujours contraint, par accords ou traités, de restituer des territoires conquis par faits de guerre.

La première étape sur la voie de la réalisation de la paix israélo-arabe fut atteinte avec la signature, le 26 mars 1979, du traité de paix entre Israël et la république arabe d'Égypte. Ce traité, qui avait été précédé par la visite d'Anouar el-Sadate à Jérusalem, en 1977, et par une série de négociations où les Etats-Unis jouèrent un rôle actif et capital, mettait fin à trois décennies de guerre entre l'Égypte et Israël.

Il prévoyait l'entière normalisation des relations entre les deux pays, le retrait des forces israéliennes du Sinaï, rétrocedé en mars 1982, et la négociation de l'autonomie entière des Arabes palestiniens habitant la Cisjordanie et la bande de Gaza.

Malgré la vive opposition des Arabes qui continuent de dire non à la reconnaissance de l'Etat d'Israël, ce traité fut accueilli avec faveur dans le monde entier comme une première étape du processus qui doit mettre un terme aux tensions entre Arabes et Juifs au Moyen-Orient et ouvrir une perspective de règlement général pour cette région épuisée par les guerres.

Or, où en est-on depuis les accords de Camp David? Israël demeure pour le reste du monde la bête noire de toutes les tractations diplomatiques

tentées pour soi-disant parvenir à ce règlement général. Au fur et à mesure que s'ébauchaient les tentatives, que s'édifiaient les plans de paix pour régler le problème palestinien, Israël devenait de plus en plus isolé du reste du monde, risquait de se faire mettre à la porte de l'ONU où il avait accédé en 1949.

En fait, il en est venu à se retrancher dans une forme de nationalisme qu'on lui a imposé et auquel l'ont acculé les continuelles pressions et les menaces exercées sur lui pour lui faire rendre gorge de ses conquêtes, pour composer avec le terrorisme arabe et consentir en définitive à la création d'un Etat palestinien en territoires occupés, ce qui consisterait à lui faire céder à ses ennemis un tremplin tout rêvé pour attaquer son territoire et aliéner son existence.

En 35 ans d'indépendance, Israël a résisté farouchement à toutes les attaques armées et à toutes les vexations politiques et diplomatiques dans une remarquable continuité politique et des structures démocratiques qui peuvent faire l'envie de tous les pays. Lors du lamentable épisode des massacres de Sabra et Chatila, il a su démontrer à quel point il pouvait se résoudre à l'examen de conscience.

Après 35 ans d'indépendance, les vicissitudes ne sont pas terminées pour Israël. Tant que l'on contestera son existence même, il devra rester constamment en état de légitime défense, en butte à tous les complots et à tous les traquenards contre lesquels seules pourront le prémunir la foi et l'unité de son peuple courageux et laborieux.

Après 35 ans d'indépendance, Israël mérite un coup de chapeau des peuples de bonne volonté.

billet



raymond
giroux

Sauvons l'honneur militaire!

Il est temps, grand temps même, de revaloriser l'armée, et nos grands héros nationaux, Ménard, Allard et Dextrase, l'ont compris: plutôt que de continuer à se lancer des bêtises devant les tribunaux, ils ont décidé de mettre fin à la fameuse bataille des généraux.

Il est évident qu'à force de se faire des procès pour un oui ou pour un non, nos gloires nationales sont en train de réussir ce que des générations de pacifistes ont essayé en vain malgré des efforts de tout instant: être drôles.

Mais l'armée canadienne encaisse mal le coup et a préparé un programme de rattrapage que nous avons trouvé dans les pages jaunes de l'annuaire de téléphone sous la rubrique "recrutement".

Les honorables défenseurs de la patrie menacée par les périls rouge, jaune et vert ont décidé, selon nos informations, de prendre le taureau par les cornes pour annuler la mauvaise presse organisée par le tiercé de généraux à la retraite.

Dorénavant, tout devra être positif. Il sera formellement interdit de mettre en doute les capacités mentales de ses collègues même s'ils ont reçu une balle dans la tête.

Tout contrevenant sera en effet condamné aux arrêts de rigueur pendant un mois, obligé de souscrire à la campagne de financement du Parti québécois et nommé membre du conseil d'administration de la Société Saint-Jean-Baptiste.

S'il y a récidive, le récalcitrant n'aura d'autre choix que de se faire élire député libéral fédéral, la seule façon absolument sûre de le faire taire, à moins qu'il se déniche un poste de chercheur à Radio-Québec, un emploi des plus discrets.

L'armée tentera également de favoriser l'apprentissage d'un métier apte à enlever toutes les mauvaises idées de la tête des retraités. Les conducteurs de chars d'assaut, par exemple, pourront éventuellement se recycler en conducteur de tracteurs ou opérateurs de machinerie lourde.

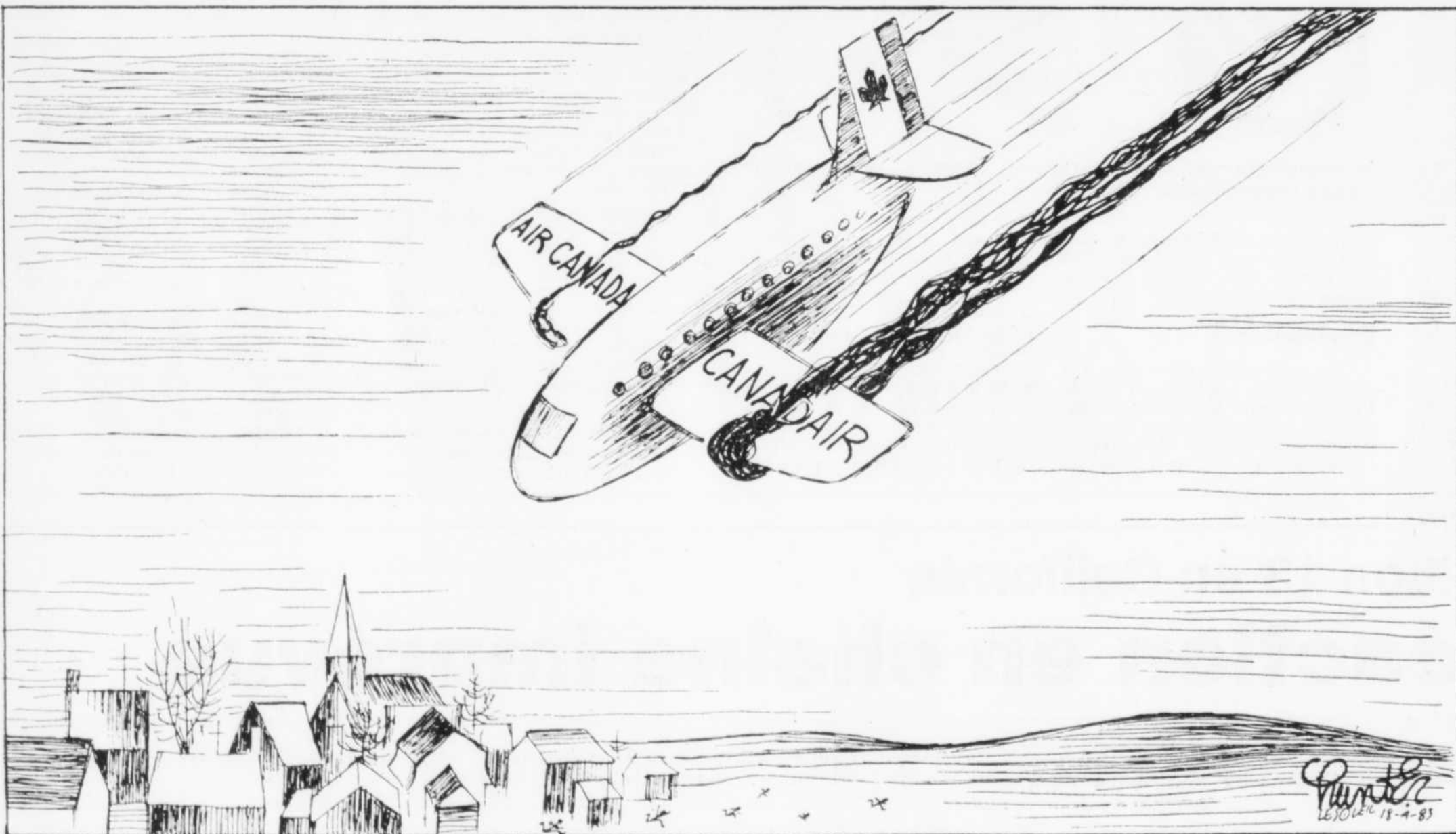
Ils seront alors prêts pour le saccage des installations des futurs barrages d'Hydro-Québec sur la Côte-Nord, et ce à un prix défiant toute concurrence: rien ne vaut une bonne entente hors cour!

Les mécaniciens, de leur côté, ne resteront pas sur le carreau: tant qu'il y aura des Lada sur nos routes, les diplômés en mécanique militaire se trouveront du boulot à leur sortie du rang.

Et même il n'y a pas de sots métiers, rien n'empêche les militaires de se lancer en politique. Une bonne cinquantaine de pays, au moins, sont dirigés par des généraux ou des petits colonels et ne s'en portent pas plus mal. Au Guatemala, par exemple, la loi et l'ordre règnent partout, sauf dans les villes et les campagnes.

Au Chili, plus personne ne chiale contre le gouvernement. Les colonels grecs avaient fait leurs preuves, tandis que le général qui dirige le Pakistan est un homme très religieux qui pense au salut de l'âme de ses adversaires quand il les décapite.

Nos trois généraux ont donné bien des chaleurs à l'armée. Mais il n'y a pas de problèmes aussi grands qu'on ne puisse pas les régler en faisant retomber des F-18 au Lac-Saint-Jean, construire des chalets à Lauzon ou fabriquer des munitions à Saint-Augustin tout en fermant une usine à Valcartier. Si la vie vous intéresse...



revue de presse

Laurin arbitraire

En menaçant de retirer les subventions provinciales à trois commissions scolaires de la région de Montréal, le ministre Camille Laurin nous prouve une fois de plus que le pouvoir arbitraire peut être euphorique.

Le ministre de l'Éducation du Québec a informé ces organismes qu'il retiendra des paiements de \$19 millions à moins qu'ils ne révèlent l'identité des enseignants qui ont débrayé illégalement l'hiver dernier. Le gouvernement se servira de cette liste pour intenter des poursuites. (...)

Il n'est pas surprenant, à la lumière de ces faits, que la "réforme" que M. Laurin veut instituer est considérée par plusieurs comme une tentative à peine déguisée du ministre de s'assurer des pouvoirs encore plus étendus.

Cette attitude autocratique est caractéristique d'un gouvernement qui, trop souvent, décide qu'il est plus facile d'intervenir lorsqu'on établit ses propres règles. Les commissions scolaires méritent tout l'appui que nous pouvons leur donner pour s'opposer à de tels agissements. (Le 8 avril)

The Ottawa Citizen

notes de lecture

La science politique au Québec

Certains étudiants le sentaient bien et le vivent encore, des observateurs de l'extérieur n'y voyaient parfois que du feu, tandis que le grand public ne connaît que deux ou trois noms, toujours les mêmes: la science politique, au Québec, n'est pas québécoise.

Ce secteur, relativement nouveau chez nous malgré notre longue tradition de petite politique, souffre en effet d'une double dépendance: envers les Etats-Unis, pour ce qui regarde les modèles et les symboles, et envers la France en ce qui touche la formation intellectuelle.

Et l'avenir risque fort de ressembler au passé récent, car 26 des 40 bourses de doctorat québécoises de science politique, soit les deux tiers, en 1978-1979, ont été attribuées à des étudiants(e)s qui poursuivaient leurs études hors de la province.

Démystifiante, en somme, la thèse que vient de

publier le politologue Michel Leclerc, qui a lui-même étudié une année en France, et révélatrice d'une carence fondamentale de la société.

Que 42 pour 100 des politologues québécois aient été formés en France et 13 pour 100 aux Etats-Unis, et à peine 20 pour 100 chez nous, dénote une situation de colonialisme intellectuel avancé, car on ne note pas dans nos universités une participation d'étudiants étrangers si élevée qu'on puisse parler d'échanges équilibrés.

Pourtant, l'enseignement de la science politique ne requiert pas, à ce que l'on sache, d'équipements techniques hautement perfectionnés: au contraire, la pauvreté des universités françaises dans le domaine des outils de recherche frappe tous ceux qui les fréquentent.

A cette dépendance que l'auteur qualifie de structurelle, s'ajoute un autre volet, plus strictement in-

tellectuel: une compilation des articles des politologues québécois dans la Revue canadienne de science politique, entre 1968 et 1980, révèle en effet que ces derniers prennent les trois quarts de leurs références dans des oeuvres étrangères, surtout américaines, et pratiquement aucune parmi celles de leurs collègues canadiens anglophones.

Ce triste sort d'un enseignement qu'on aurait pourtant cru capable de se donner soi-même découle toutefois d'une tradition encore plus navrante qui relève elle-même du retard de l'enseignement universitaire québécois accumulé au long des années.

M. Leclerc rappelle que le "foyer de gauchisme" que constituait la faculté des sciences sociales de l'université Laval au temps du P. Georges-Henri Lévesque, selon l'expression de feu Robert Rumilly, n'a pendant longtemps dispensé aucun cours portant spé-

cifiquement sur la société canadienne-française.

Pourtant, les intérêts des élèves autant que des professeurs, souligne l'auteur, avaient trait en bonne partie à des questions "québécoises": cette scission entre l'enseignement et la recherche ne peut avoir favorisé l'éclosion d'une école vraiment locale, originale.

A cette époque, entre 1955 et 1967, tous les textes des politologues "dominants", soit Léon Dion, Philippe Garigue et Pierre Trudeau, publiés dans le Canadian Journal of Economics and Political Science, une revue officiellement bilingue, le sont en anglais. La "nationalisation" réelle de la science politique québécoise ne date que de l'an dernier, avec le lancement de la revue Politique. Les politologues peuvent maintenant compter sur leurs propres moyens...

Leclerc, Michel. La Science politique au Québec. Éditions de L'Hexagone, 1982, 296 pages.

Raymond GIROUX

LA PAGE DES LECTEURS

L'économie

L'Opposition freine les initiatives de relance

(Lettre adressée à Gérard-D. Lévesque, chef de l'Opposition à l'Assemblée nationale)

Je suis, comme nombre d'autres à Sept-Îles, sur la Côte-Nord, dans tout le Québec, devenu un nouveau chômeur et ce pour la première fois après 16 ans de travail continu. Nous avons élu depuis 1976 un gouvernement qui a dirigé en réformant énormément du côté social. Il fallait que ça se fasse. L'économie, de l'avis de votre divin parti, en a mangé un coup. Nous regrettons nous aussi que certaines interventions à incidence directe sur l'économie n'aient pas donné les résultats escomptés. Ce que nous déplorons le plus, hélas, nous les citoyens victimes de cette situation économique trop répandue de par le monde, c'est que nous n'arriverons jamais à rien de concret en matière de relance si vous "les gens propres de l'Opposition" ne cessez devant nos yeux, à l'Assemblée

nationale, de freiner toute initiative qui pourrait améliorer ou renverser la situation actuelle.

Tout dernièrement, par le biais de la télévision, nous avons assisté au discours inaugural du premier ministre René Lévesque. Nous avons eu droit malheureusement, M. le chef intermédiaire de l'Opposition, à une triste, sombre et venimeuse réplique de votre part. Les yeux ouverts sur le passé, vous, qui excellez dans le maniement des mots, avez tenté encore une fois de diminuer, d'amoindrir, jusqu'à mépriser même toutes initiatives passées et orientations futures de notre gouvernement élu, en détournant l'attention des spectateurs, donc de la population que vous ne dirigerez jamais "malgré vos virevoltages à Noir sur Blanc", sur les scandales montés intentionnellement pour servir de pic à glace à l'Opposition contre ceux qui essaient malgré tout de conserver à l'Assemblée nationale une at-

mosphère de dignité et de noblesse parlementaire.

Si vous pouviez imaginer ce que peut ressentir un père de famille chômeur avec tous ses problèmes, assis devant son petit écran, à vous voir, vous et vos collègues de l'Opposition bien écrasés dans vos fauteuils, dans vos beaux habits, vous complaire "pour le sport, on croirait", vous acharner avec arrogance et cynisme à ralentir toutes les initiatives du gouvernement, qui ont déjà pour quelques-unes été l'objet de vos propres discussions à propos de relance.

Vous n'avez pas de chef, "l'éventuel" est trop fine mouche pour s'avancer "d'un nez" dans cette situation économique qui sévit encore. Vous n'avez aucune solution nouvelle à proposer clairement et complètement et qui pourrait être sujet, du moins, à discussion saine et sérieuse, à l'Assemblée nationale pour être saisie et appuyée rapidement...

A mon humble connaissance de petit travailleur en chômage, qui essaie depuis très longtemps de comprendre vos comportements, il m'apparaît que vous aurez, vous tous du caucus libéral du Québec, contribué à écœurer toute la population de la politique, en nous faisant assister à des spectacles télévisés d'une bassesse dont l'on pourrait tous se passer.

Il est sûr que la mode actuelle pour faire "sauter" le gouvernement est de l'accabler dans ses comportements en recherchant surtout à se fabriquer... (ou se faire fabriquer) des scandales et les maintenir sur la sellette... Pour l'opinion publique, ça été, c'est et ça sera toujours; mais on a appris à faire le poids des choses depuis et on s'est vite aperçu que ce n'est pas que de cette façon qu'on fait avancer une société.

Jean-Marc Thériault
Sept-Îles

Mitterrand et Mauroy ont raison

(Lettre adressée à l'éditorialiste Paul Lachance du SOLEIL)

Depuis les élections municipales de mars et la dernière dévaluation du franc, vous faites la morale aux socialistes au pouvoir en France depuis mai 1981. Or vos éditoriaux sèment la confusion sur la situation économique française et jette le discrédit sur l'action de François Mitterrand et de Pierre Mauroy, de manière tout à fait vicieuse.

D'où vient le déficit dans le commerce extérieur de la France? Tout simplement de ce que les Français achètent davantage de l'étranger ou à l'étranger que l'étranger achète en France ou de France. Un déficit commercial ne signifie rien de plus. Vous y voyez le signe d'une faible performance économique. Pourtant, vous devriez savoir que depuis mai-juin 1981, la France, grâce au soutien de la demande, apporté par l'action des socialistes, est l'un des pays industrialisés qui a connu la plus forte croissance réelle et où la situation de l'emploi s'est le moins détériorée, même moins qu'en République fédérale allemande. Inévitablement, comme la France a une économie ouverte, cette croissance s'est partiellement traduite par un volume d'importation plus grand. En revanche, regardez le Canada, les États-Unis ou la Grande-Bretagne, avec leurs faibles taux d'inflation, leurs excédents commerciaux et leurs monnaies hautement cotées; ne voyez-vous pas le formidable accroissement du chômage que cachent ces apparences de performance?

Dans le contexte actuel de stagnation de l'économie mondiale, stagnation délibérément produite par les restrictions monétaire et budgétaire simultanées des banques centrales et des gouvernements de nombreux pays, le surplus de revenu réel des Français a servi de locomotive aux Européens, particulièrement aux Allemands, les principaux partenaires économiques de la France. C'est donc tout à l'avantage des membres de la Communauté économique européenne que les Français ne perdent pas leur pouvoir d'achat à l'étranger par cause de dévaluations. De là l'intérêt de la RFA à soutenir le franc face à la spéculation. Pourquoi, M. Lachance, écrivez-vous comme si ces socialistes français causaient des pots que par un généreux sacrifice les autres pays membres de la CEE réparent? D'ailleurs, si ce n'était de l'engagement ferme du président Mitterrand en faveur de la coopération économique, la France serait déjà hors du serpent monétaire européen.

Vous ajoutez "que le chancelier ouest-allemand, Helmut Kohl, a été élu, le 6 mars, avec l'appui d'industriels peu enclins à payer pour les mesures sociales du gouvernement français" (sic). Je vois mal comment ces dites mesures sociales, financées en bonne partie par les entreprises françaises (et pour le reste par des emprunts de l'État), peuvent se faire aux frais des concurrents allemands? En outre, ces mesures sociales, que vous tenez à qualifier de généreuses, ce sont des mesures réclamées et souvent obtenues de longue date ailleurs en Europe, notamment en RFA, sous l'influence de la social-démocratie.

C'est bien votre droit, M. Lachance, de faire écho à la presse française conservatrice ou de croire aux propos alarmistes de l'économiste Roger Dehem, un collaborateur du SOLEIL pour qui "Mitterrand fonce dans le brouillard" (sic), mais pour ma part, j'estime que si les gouvernements occidentaux avaient partagé la vision économique de Mitterrand, Mauroy, Delors, Attali et compagnie, non seulement la France n'en serait pas à équilibrer ses comptes aujourd'hui, mais toutes nos économies se porteraient mieux.

Pierre Croteau
Sainte-Foy

Un projet pour maintenir les emplois

(Extrait d'une lettre adressée au premier ministre René Lévesque)

M. Lévesque, je me dois de soumettre la proposition qui suit à votre attention et étude. Je l'appellerai pour la forme: "Fonds collectif permanent pour le maintien et la création d'emplois."

Ma suggestion est de créer un organisme qui aura pour mandat le maintien des emplois existants et quand ce sera possible la création de nouveaux emplois. Ce devrait être un organisme permanent. Les cotisations seraient déduites à la source.

Les employeurs auraient une contribution à verser pour chaque employé et ce, à chaque période de paie.

Les gouvernements provincial, fédéral continueraient à contribuer comme par les années passées au maintien et à la création d'emplois.

Contrairement au régime d'assurance-chômage, les montants versés par chaque individu ou employeur au fonds de création d'emplois, demeureraient propriété de chacun des cotisants. On devrait considérer ces

sommes comme étant de l'épargne en forme de prêt à long terme au FCPMCE.

Ce prêt à la collectivité rapporterait un intérêt minimal, qui resterait à déterminer. Les intérêts pourraient être versés annuellement sur demande ou être accumulés.

Le remboursement du capital investi et des intérêts accumulés devraient être versés aux individus ayant cotisé lors d'événements suivants: 1 — à la retraite, pré-retraite ou invalidité totale. 2 — Lors du décès du cotisant. Les montants accumulés, capital et intérêts devraient être versés aux héritiers légaux.

Les modalités de remboursement devraient présenter au bénéficiaire deux choix possibles: A — par versements mensuels jusqu'à épuisement des montants investis incluant les intérêts accumulés. B — la somme des cotisations et intérêts accumulés versée totalement.

Il serait souhaitable qu'il n'y ait aucun impôt provincial, fédéral ou de succession sur tous les montants versés aux bénéficiaires.

De plus, que le, la, ou les bénéficiaires optant pour l'un ou l'autre mode de remboursement, n'aient de réduction sur des revenus provenant d'autres sources, c'est-à-dire pension de vieillesse, de veuve, d'invalidité, de rentes du Québec ou autres.

L'impôt devrait s'appliquer sur les revenus de placements à compter de la deuxième année et par la suite pour les bénéficiaires ayant retiré le montant total et les intérêts des cotisations.

Les premiers bénéficiaires seront les sans-emplois, les étudiants arrivant sur le marché du travail, les femmes qui désirent retourner travailler, soit à temps plein ou partiel et aussi les travailleurs dont les emplois seront sauvés par un tel programme.

Les employeurs participant au fonds y trouveront leur profit en ayant accès à des subventions, à des prêts, lorsqu'après étude du dossier, on aura constaté la viabilité de l'entreprise et la possibilité de sauver ou d'augmenter les emplois. De nouvelles PME pourront voir le jour et profiter des mêmes avantages.

Les gouvernements provincial et

fédéral tireront profit d'un programme semblable et cela de plusieurs façons. Chaque fois qu'un nouvel emploi sera créé, grâce à ce fonds, on économisera du bien-être social ou de l'assurance-chômage. D'un autre côté, il y aura entrée de fonds: impôts et nouveau cotisant au programme.

Il y a bien des facteurs qui doivent être analysés avant d'implanter un tel programme, je m'en rends compte. Mais, à première vue, le temps semble venu de se pencher sur ce problème de l'emploi avant que cela ne devienne un mal incurable.

Tout n'est pas fini. Nous pouvons si nous le voulons, ensemble, rebâtir notre économie et montrer l'exemple d'un peuple qui en a vu bien d'autre et s'en est toujours sorti.

Je vous demande, M. Lévesque, de me donner votre opinion sur le programme que je vous propose. Un programme qui impliquera plus de 6,000,000 de Québécois prêts à travailler avec vous à la relance économique.

Gérard Ouellet
Québec

Gardons notre pouvoir d'achat

Bien des gens se plaignent du chômage qui existe dans la province. La raison est due en bonne partie au fait que nous donnons ce que nous avons, c'est-à-dire notre pouvoir d'achat, et ne gardons rien pour les nôtres.

On n'a jamais essayé sérieusement d'enrichir les nôtres qui ont des commerces. Une banque du provincial comme celle du fédéral nous aurait aidés beaucoup. On dirait que les Canadiens français se croient obligés de donner aux Anglais et aux autres races ce qu'ils demandent. Les étrangers n'en reviennent pas de nous voir nous caler entre nous.

Nous avons fait une guerre en 1939 pour défendre les territoires, les peuples et l'argent des autres et nous n'avons rien eu, si ce n'est un voyage de bêtises comme récompense y compris le plan Trudeau.

L. Tremblay
Québec

La persévérance ne crée pas de nouveaux emplois

(En réponse à Alain Olivier pour son message concernant les chômeurs sous le titre Faut pas lâcher.)

Permettez-moi de réagir à votre lettre parue dans LE SOLEIL du 7 mars, dans laquelle vous parlez de votre situation d'ex-chômeur. Le chemin parcouru pour vous trouver un emploi dénote bien la complexité et l'incongruité du système économique dans lequel nous sommes. Il reflète aussi les rôles que nous sommes appelés à jouer — nous les chômeurs — pour avoir droit à un minimum de dignité humaine et de respect de soi. Je me demande s'il existe des droits pour des ex-travailleurs dans la société dans laquelle nous vivons.

Je crois que nous sommes les malheureux "pions" d'un système déficitaire et inapte à rétablir l'équilibre dans sa vie économique. Je ne pense pas que "vivre en chômage" ou le fait de "dénicher un emploi" dépendent de la seule "persévérance" de la personne, comme vous le prétendez. A mon avis, le problème est beaucoup plus complexe et plus global, car il découle d'une réalité basée sur le capitalisme et sur les rapports entre les patrons, les syndicats et les travailleurs.

La crise économique, que nous traversons depuis quelques années, semble responsable de tous nos maux. C'est un prétexte facile à avaler, mais il ne faut pas se leurrer pour autant. Dans un tel contexte, s'est-on demandé pourquoi les syndicats mènent des luttes pour augmenter les privilèges de ses travailleurs alors que des moyens devraient être envisagés pour aplanir le chô-

mage? Et nos gouvernements, ont-ils vraiment innové dans la création d'emplois lorsque leurs projets de retour au travail prévoient une durée minimale de 20 semaines pour des ex-chômeurs?

Qu'advient-il des ex-travailleurs "mis à pied" à la suite de fermetures d'usines et qui se retrouvent sur le "chômage" sans possibilité d'emploi? Ils auront le choix de terminer leurs prestations d'assurance-chômage et d'obtenir de l'aide sociale ou sinon de s'expatrier hors de la région pour assurer leur survie.

Vous parlez des effets psychologiques et physiques du chômage sur la personne, et je vous rappelle M. Olivier que vivre en chômage c'est aussi se contraindre à ne "pas être comme tout le monde". Avez-vous déjà oublié les nombreux "démêlés" que vous avez dû avoir avec le bureau d'assurance-chômage? Les formalités à remplir et les réponses à fournir à un "agent" pour justifier les démarches faites, etc. Ça fait également partie de la réalité du chômeur.

En terminant, je suis plutôt étonnée d'apprendre que vous ayez votre "permanence" après cinq mois de travail dans votre entreprise. Dans le système où nous sommes, c'est probablement une "exception" ou sinon vous êtes un heureux "privilegié"! Je ne suis pas convaincue que la persévérance que vous nous avez souhaitée c'est la "garantie" de se trouver un emploi dans le contexte actuel.

Hélène Côté
Cap-Saint-Ignace

Mettre nos talents en commun pour s'en sortir

Nous constatons, à l'aide de différents communiqués de presse, de lettres ouvertes, de déclarations d'hommes d'affaires,

de Chambre de commerce, de chômeurs, d'assistés sociaux, de diplômés d'universités de différentes facultés, etc. que le chô-

La gratuité a sa place

Le monde des affaires est un univers sans merci où chacun tente de sauver sa peau et malheureusement, mais bien souvent, au détriment des autres. Nous savons que la gratuité n'est pas une valeur primée dans ces rangs. Mais il y a encore des gens qui, animés de bonne volonté,

savent donner de leur temps, un peu d'eux-mêmes.

Ainsi, des jeunes, croyant à l'entreprise privée, sont allés frapper à la porte d'une compagnie dans le but d'apprendre. Et pour une fois le porte à porte ne fut pas un échec pour ces étudiants du secondaire qui vivent une expérience pratique de la PME dans le cadre du mouvement jeunes entreprises. Ils se sont donc rendus à l'Art chez Noé rencontrer le président, M. Bernard Decam et visiter les locaux. Armés de leur optimisme et de leur volonté de comprendre les rouages économiques, ces jeunes sont ressortis de cette expérience avec un acquis supplémentaire: conseils et exemples.

De ses conseils, M. Decam n'est pas avare: travailler d'arrache pied, ne rien laisser au hasard, planifier, inventer, innover, etc. Et je vous prie de croire que "son" entreprise (fabriquant des accessoires pour les chambres d'enfants) en est un exemple fort réussi. En peu de temps et avec peu de choses, cette compagnie s'est taillée une place plus qu'enviable... Si une image vaut mille mots, un exemple pareil vaut mille motivations, non seulement pour les jeunes, mais encore pour tous ceux qui craignent le contexte économique.

Cette expérience nous prouve trois choses: la gratuité a encore sa place dans l'entreprise québécoise, l'audace et la persévérance triomphent de la mauvaise économie et les jeunes, du moins certains jeunes, veulent apprendre de personnes d'expérience...

Caroline Saint-Hilaire
Beauport

mage est chronique, que les bureaux d'emploi n'ont rien à offrir. Enfin, tous ces gens crient pour obtenir de d'autres gens un emploi afin de pouvoir survivre et c'est bien naturel.

Je me suis souvent posé la question suivante: pour quoi toutes ces personnes ayant tous des qualifications différentes et beaucoup de potentiel, ne se réunissent pas afin de former un comité varié des connaissances et suggestions afin de créer par leur propre volonté, des emplois?

Parmi les sans-travail, nous trouvons des diplômés en administration, des ex-directeurs de banque, des avocats, des gens de tous métiers, hommes et femmes. Je suis convaincu que si, d'une façon très positive, ces talents et expériences étaient mis ensemble, il pourrait y avoir une création d'emploi encore jamais vue.

Les arguments négatifs seraient changés en positifs, exemple: le capital nécessaire, il y en a plein les banques, les caisses populaires, les compagnies d'assurance, les sociétés de fiducie et les bas de laine. Lorsque des propositions sérieuses bien étudiées et des projets bien planifiés par tous ces spécialistes en chômage, seraient mis sur la table, tous les financiers offriraient leurs services et des fonds afin de créer des emplois très possibles.

Nous avons trop l'habitude et la mentalité de toujours demander aux différents gouvernements de créer des emplois. Prenons nos affaires en main et soyons positifs au lieu de crier à la misère, ce qui n'amènera rien de mieux.

Il y a un vieux dicton qui a sans doute été dit par un sage:

"Mêlez-vous donc de vos affaires, mais mêlez-vous en!"

Léo Morin
Sainte-Foy

à nos lecteurs

LE SOLEIL publie avec plaisir les lettres de ses lecteurs. Les opinions doivent être appuyées du nom et de l'adresse de leurs auteurs de même que du numéro de téléphone. LE SOLEIL se réserve le droit d'éditer et de raccourcir les lettres publiées. Le Soleil, 390, rue Saint-Vallier est, Québec, G1K 7J6.

En vacances quatre mois

J'ai maintenant 21 ans et je me suis interrogé sur mon avenir, je me suis aperçu d'une chose: lorsqu'on est jeune, on a le goût de voyager, de faire toutes sortes de choses mais on a pas l'argent nécessaire. Lorsqu'on travaille, on a l'argent mais on n'a plus le temps. Lorsqu'on prend sa retraite, on a le temps, l'argent, mais on n'a plus la capacité.

J'ai donc pensé à une solution, loufoque au premier abord, mais peut-être pensable: des vacances annuelles obligatoires de 4 mois pour tout le monde, c'est-à-dire 12 mois de travail et 4 mois de vacances. Ce système aurait beaucoup d'avantages:

Primo, il permettrait de profiter un peu de son argent avant de crouler sous le poids des années.

Secundo, pour chaque trois personnes qui travaillent, on doit engager une personne pour couvrir leurs vacances. Cela veut dire idéalement (ici, je néglige les travailleurs saisonniers) 33 pour 100 d'engagement. Le chômage frôle les 12 pour 100.

Tertio, il permettrait à ceux qui travaillent sous tension 12 mois par année de lâcher un peu de "steam". Ce serait bon pour la santé de tout le monde.

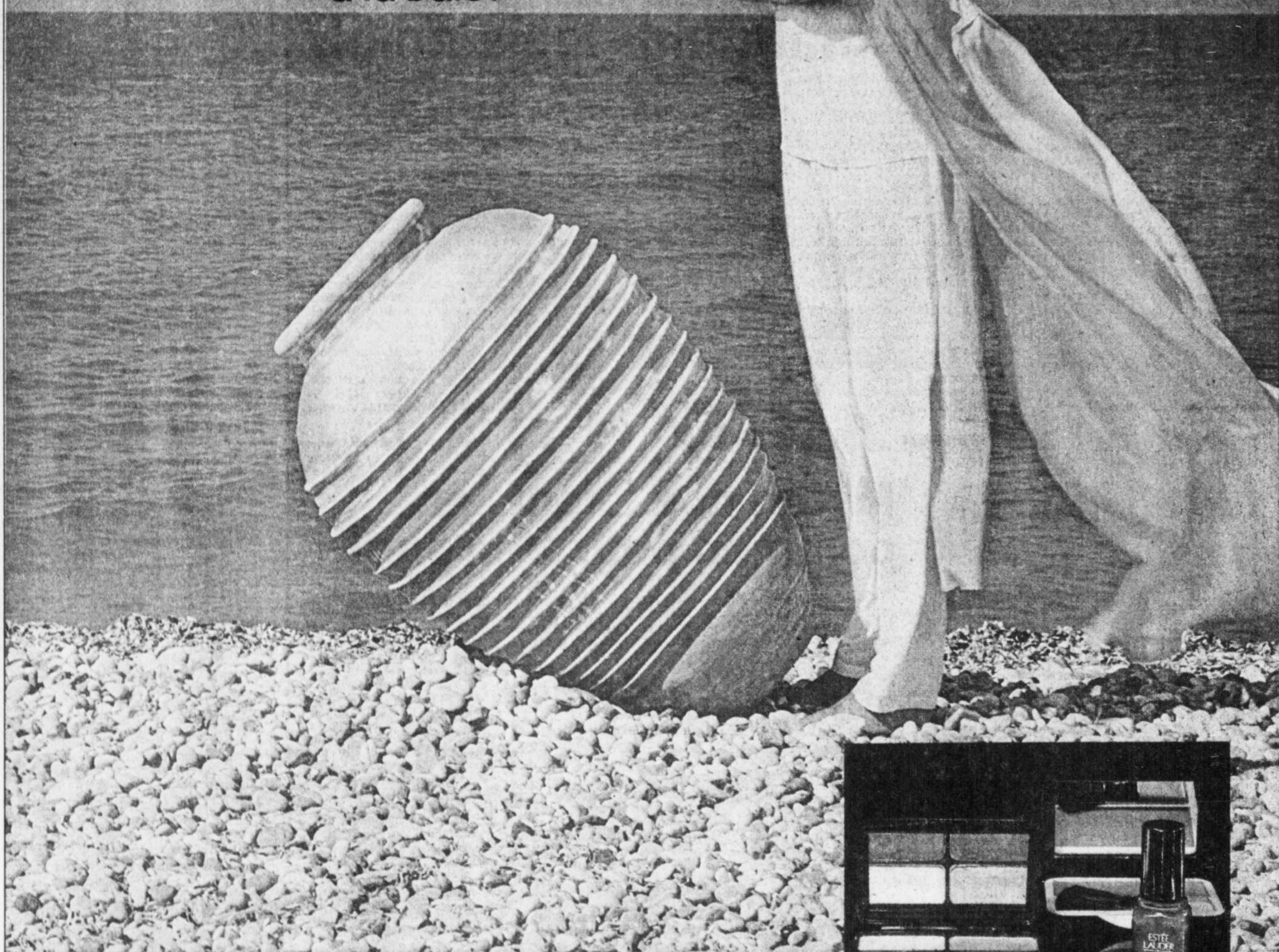
Il y a sûrement des inconvénients majeurs à ce système, mais permettez-moi de rêver.

Guy Jobin
Saint-Raymond

la Baie

COULEURS DES ÎLES GRECQUES

Estée Lauder
a capturé la chaleur des îles
et l'a apportée
à la Baie!



L'arrivée de la nouvelle collection Couleurs des îles grecques de Estée Lauder... c'est pour vous la promesse d'une saison où vous rayonnerez de beauté. Telle la terre qui l'a inspirée... c'est une collection où l'éclat et la pureté sont à l'honneur.

Fond de mer tacheté de coraux, ciel d'un bleu radieux, colonnes antiques couleur de sable se teintant de rose et de pêche au coucher de soleil, blanches villas aux toits contrastants en tuiles de terre cuite... c'est une marée d'inspirations et une recherche de teintes épurées en accord avec la mode printanière.

Venez rencontrer une représentante Estée Lauder qui vous aidera à recréer une beauté à l'image d'Aphrodite!

Rouge à lèvres

9.00 ch.

Vernis à ongles

6.50 ch.

Boîtier 4 ombres à paupières

19.00 ch.

Fard à joues

13.50 ch.

• Pour vous... une prime de la Baie et Estée Lauder!

Avec tout achat de \$10 ou plus de produits Estée Lauder, vous recevrez sans frais supplémentaires l'ensemble "Quelque Chose de Nouveau" d'une valeur de 25.00. Il comprend: une eau de parfum White Linen en atomiseur 7 mL, un rouge à lèvres Rich Rich Re-Nutriv, un masque raffinant rose 15 mL, une crème concentrée pour Bain Européen 15 mL et un fond de teint fluide Perfectly Natural 7 mL.



Achats en magasin seulement. Produits de beauté, rayon 240. En vigueur jusqu'au 23 avril.

la Baie

MasterCard

VISA

• Québec, lun. à mer., 9h30 à 17h30; jeu. et ven., 9h30 à 21h; sam., 9h à 17h

• La Capitale à Québec 627-5922 • Place Laurier à Sainte-Foy 627-5959

Votre entière satisfaction... nous la garantissons!